

**Jean-Paul Damaggio**

**Elections régionales en Tarn-et-Garonne  
1986-1992-1998-2004**

ISBN :

Editions La Brochure

82210 Angeville

<http://la-brochure.overblog.com>

**Avant-propos**

Le lecteur le découvrira facilement, il m'est arrivé d'être acteur des élections régionales, mais ici je ne prétends qu'à la place de spectateur<sup>1</sup> afin d'offrir une présentation globale des événements qui puisse servir à tout citoyen désireux d'y réfléchir. En politique, j'ai découvert très vite que le simple rappel de l'histoire était la meilleure forme d'engagement.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je tiens à indiquer aussi que j'ai pour l'échelon régional une véritable passion très ancienne comme d'autres se passionnent pour leur commune, leur ville ou leur pays. J'entends cependant par région non pas le souvenir nostalgique des provinces, né aussitôt après la révolution, quand les Français devaient s'habituer difficilement aux départements, mais un lieu fédérateur de nouvelles inventions politiques, sociales, culturelles. Certains se plaignent du nom de la région Midi-Pyrénées qui contrairement à l'Aquitaine, au Languedoc et à la Provence ne fait pas référence au passé et ils proposent par exemple en remplacement Occitanie centrale. Georges Frèche a souhaité changer Languedoc-Roussillon en Septimanie et souleva un vent de colère. Je pense que les citoyens se moquent du lien au passé car ils sentent qu'en fait tout est à construire autour des régions actuelles dont le problème n'est pas le découpage (question éternelle même pour des communes) mais la projection possible vers le futur.

Pour moi, ma région c'est une capitale incontestable (pas de Toulouse sans Claude Sicre), avec son Stadium, son université (que je n'ai pas fréquentée), ses pôles culturels et politiques, en bref une façon de se mobiliser autrement qu'à l'échelle de nos petits départements surtout pour le Tarn-et-Garonne. Que la région ne soit pas perçue de la même manière en sa capitale et à Gourdon par exemple n'a rien de surprenant, c'est la vie. Le tout c'est de comprendre qu'entre l'atomisation de la France en départements (dont je défends l'existence) et la puissance centraliste de Paris, l'échelon région permet à la fois de garder un lien de proximité tout en pesant plus fort dans le rapport des forces. Ce qui ne signifie pas que toute décentralisation est bonne à prendre quand les pouvoirs économiques se centralisent comme jamais.

Bref, la région me paraissant un lieu d'invention novateur, voici donc le portrait d'un des éléments du puzzle, le côté politique sous le seul angle électoral et à partir d'un seul département mais avec quelques clins d'œil aux voisins tout de même. Ce faisant, je ne sous-estime pas l'essentiel de la vie politique qui est faite de réalisations dont, j'ai souvent vérifié, que les élus de quelques partis qu'ils soient sont toujours très fiers.

Pour les sources, en plus des professions de foi (on dit plutôt circulaires à présent), j'ai fait appel à la presse, *La Dépêche* et *Le Journal du Tarn-et-Garonne* devenu *Petit Journal*, et à quelques rares souvenirs personnels.

---

<sup>1</sup> En fait, au moment où j'étais acteur des Régionales de 1992, j'en étais aussi spectateur en écrivant un livre intitulé : *Récits de politique sentimentale* (sur les années 1970-1990 en Tarn-et-Garonne). En document, j'en reprends ici les dernières pages.

## Pourquoi l'élection régionale ?

Le Conseil régional existe depuis 1972 mais auparavant les membres étaient choisis au second degré, par les Conseils généraux (3 en Tarn-et-Garonne). Il s'agissait donc d'une institution intime aux maigres finances et donc aux maigres pouvoirs.

Après sa victoire de 1981 la gauche décida d'y mettre de la démocratie avec les lois de décentralisation du 2 mars 1982, en proposant, entre autres éléments, une élection au suffrage universel direct des conseillers régionaux. La date fut fixée pour 1986 en même temps que les législatives.

Donc, le même jour se produisent deux votes à la proportionnelle sur listes départementales : une pour les conseillers régionaux et l'autre pour les députés.

Comme élection régionale, celle du Tarn-et-Garonne se doit de faire référence à l'élection sur tout Midi-Pyrénées à laquelle elle est liée. En 1986, après le premier vote, le président de la région devient Dominique Baudis, maire centriste de Toulouse, qui étend son hégémonie de la capitale à toute la région, pourtant largement de gauche.

En 1988 Dominique Baudis passe le flambeau à Marc Censi qui réussira à se faire élire en 1992 et en 1998. Mais cette année là, le FN décide de voter pour des candidats de droite et c'est donc avec de telles voix que Marc Censi obtient son poste de président de la région. A l'inverse de quelques autres, il démissionne aussitôt pour désavouer la manœuvre du FN et c'est Martin Malvy, socialiste, qui le remplace, président réélu en 2004 contre Jacques Godfrain, dans le cadre d'un nouveau mode de scrutin qui évite le chantage du FN. Il est candidat à nouveau en 2010.

Dans cette institution, voici le rapport de force global avant d'entrer dans le détail du Tarn-et-Garonne.

Le FN passera de trois élus en 1986 à 6 en 1992 puis à 8 en 1998, score qu'il conserve en 2004 malgré un mode de scrutin qui le désavantage puisqu'il doit se maintenir au second tour pour avoir des élus.

En 1992 et 1998 « les chasseurs » passeront de 3 à 2 élus qu'ils perdent en 2004 faute d'alliance au second tour.

Pour la droite, 42 élus en 1986, 43 en 1992, 38 en 1998 avec un score égal pour UDF et RPR (15), et seulement 21 en 2004 vu le mode de scrutin.

Les Verts créeront la surprise en 1992 avec 7 élus. Ils en conserveront seulement 2 en 1998 sur la Haute-Garonne dont Marie-France Mendez qui sera à la commission permanente, et ils seront absents en 2004 faute d'union au second tour.

Le PCF est à 5 en 1986 et 1992 mais à partir de 1998, en étant dès le premier aux côtés du PS-PRG il passe à 9, le PRG faisant jeu égal avec lui en 1998 soit 9 élus mais avec un de plus en 2005 soit 10 élus.

La gauche passe donc de 42 en 1986 (égalité avec la droite), à 32 en 1992 (les Verts sont indépendants) pour atteindre un succès important en 1998 avec 41 élus (3 de plus que la droite) et un sommet en 2004 soit 62 élus !

En 1998 la proportionnelle permet à la LCR d'avoir deux élus pour la Haute-Garonne Lucien Sanchez et Eliane Assanelli.

Rappelons qu'à partir de 1992 il y a 91 élus provenant de l'Ariège (6 puis 5 en 2004), de l'Aveyron (10), de la Haute-Garonne (32 puis 37 en 2004), du Gers (7 puis 5 en 2004), du Lot (6), des Hautes-Pyrénées (9 puis 7 en 2004), du Tarn (13 puis 14 en 2004) et du Tarn-et-Garonne (8 puis 7 en 2004).

## Présentation générale : les listes et les têtes de liste en TetG

Liste	1986	1992	1998	2004
Front National	Didier Naudin	Evelyne Dutertre	Claude Michel	Philippe Riey
Droite majoritaire	Jacques Roset	Jean Pierre Cave	J-PierreCave	J-PierreCave
Droite autre		Jean Bonhomme		
Droite autre		Marcel Pecou	Bernard Grimal	Valérie Rabassa
PS-MRG	Jean Cambon	J-Paul Nunzi	Jacques Bousquet	Jacques Bousquet
PCF	Joëlle Greder	Joëlle Greder		
PS diss	J-Paul Nunzi		J-Claude Héral	
Les Verts		Pierre Ravaille	Eric Chailloux	Alain Jean
Gauche alternative		J-Paul Damaggio		
Lutte ouvrière			J –Claude Espinosa	J –Claude Espinosa
LCR				
CNPT		René Bacou	R. Bacou	M. Benech
Généra. Ecologie		Marc Malmoux		
Total listes	5	10	8	7

## Présentation générale : les résultats en pourcentage par rapport aux exprimés en Tarn-et-Garonne

Liste	1986	1992	1998	2004	2004
Front National	8,98	12,13	14,6	17,15	17,8
Droite majoritaire	38,01	19,69	31,5	18,45	31,4
Droite autre		13,08			
Droite autre		5,1	3,8	10,06	
PS-MRG	17,6	19,9	28,5	35,11	50,7
PCF	7,34	5,7			
PS diss	28,2		4,4		
Les Verts		7,1			
Gauche alternative		2,4	5,9	7,9	
Lutte ouvrière			4,2		
LCR				4,71	
CNPT		10,3	6,8	6,57	
Génération Ecologie		5,2			

## Présentation générale : les résultats en voix pour le Tarn-et-Garonne

Liste	1986	1992	1998	2004	2004
Front National	10 175	12 623	13 599	16 755	18 238
RPR-UDF	43 038	20 481	29 374	10 030	32 192
Droite autre		13 608		9 828	
Droite autre		5 364			
PS-MRG	19 930	19 984	26 640	34 304	51 912
PCF	8 196	6 013			
PS diss	31 931		4 181		
Les Verts		7 186			
Gauche alternative		2 553	5 513	7 769	
Lutte ouvrière			3 937		
LCR				4 606	
CNPT		10 744	3 570	6 419	
Génération Ecologie		5 481			
Inscrits	143 597	147 794	151 681	155 718	
Exprimés	113 270	104 037	93 239	97 711	
%non exprimés	78,9	70,4	61,5	62,7	

En 2004, avec le nouveau mode de scrutin, il y a deux tours d'où les deux colonnes pour cette année là.

## Présentation générale : les élus en Tarn-et-Garonne

Liste	1986	1992	1998	2004
Front National		Dutertre	Michel	Riey
RPR-UDF	Roset, Pecou Conquet, Recizac	Cave Recizac	Cave, Récizac, Briat Lagrèze	Cave
Droite autre		Bonhomme		Rabassa
PS-MRG	Cambon	Nunzi Couronne	Bousquet Marty	Bousquet, Briand Salomon
PCF			Bauchy	Bauchy
PS diss	Nunzi Sabatié			
Les Verts		Ravailhe		
CNPT		Bacou		
Total d'élus	7	8	8	7

Les élus du jour de l'élection ne font pas tous le mandat. Avec la proportionnelle, pour une raison ou pour une autre, ils peuvent démissionner et laisser la place au candidat suivant de leur liste.

### Résultats en nombre d'élus en 1998, année difficile pour élire le président de la Région

	Abst	Censi	Malvy	FN	LCR	CPNT	DIVERS DROITE
09	34,5	2	4	0			2
12	31	4	4	0			0
31	40	12	13	4	2	1	
32	32	4	3	0		0	
46	31	1	4	0		0	1
65	40	3	5	1			
81	34,5	4	5	2		1	1
82	35	4	3	1		0	0
Total		34	41	8	2	2	4

Profitons de ce tableau pour observer le taux d'abstention. En Tarn et Garonne il a augmenté de 9% en 1998 !

Ce taux baisse régulièrement à toutes les élections (aux Régionales de 2004 on assiste à un maintien) sauf pour l'élection présidentielle, élection très médiatisée en permanence et devenue le pilier de l'édifice électoral.

Ajoutons des éléments sur la différence en nombre de listes suivant les départements en 1998, différence qui disparaîtra ensuite avec les listes communes sur toute la région.

L'Aveyron se distingue par le faible nombre de listes : quatre.

Le Tarn-et-Garonne, comme le Tarn en ont le double : huit !

Le Lot se distingue par la présence de neuf listes !

Quant au Gers la liste écolo s'appelle « Ecologie féminin pluriel » avec en plus une liste « Femmes en Armagnac », chacune faisant 3,5%. Autant d'originalités que le mode de scrutin suivant fera disparaître.

## Analyse politique 1986

Après la victoire de la gauche en 1981, 1986 est pour elle, la douche froide ouvrant sur la première « cohabitation », le président Mitterrand choisit Jacques Chirac comme premier ministre, vu les résultats des élections législatives.

Une douche d'autant plus froide que « l'effet Le Pen » des Européennes de 1984, dont certains pensaient qu'il serait éphémère, s'enracine en 1986, le PS ne pouvant cependant bénéficier alors, vu le mode de scrutin, de la division que le phénomène crée au sein de la droite.

Côté PCF c'est le début du rêve de grande remontée électorale qui se soldera à chaque fois par un recul de plus en plus grave. Certains déduiront mécaniquement du phénomène que l'électorat communiste est allé rejoindre l'extrême droite. Vision simpliste – et parfois malhonnête – quand on vérifie que le Tarn-et-Garonne, département très faiblement communiste, sera le plus FN de la région Midi-Pyrénées.

Enfin, dernière considération générale : la présence des législatives et la nouveauté de l'élection font qu'en 1986 elle connaîtra son plus faible nombre de listes. Par la suite, l'effet proportionnelle servira d'appel d'air à de nouvelles forces politiques espérant ainsi sortir de l'effet bipartisme.

## 1986

### Le Front national

Après son succès aux élections européennes de 1984 sur liste nationale conduite par Jean-Marie Le Pen, l'année 1986 devient pour ce parti son heure de vérité. Il lui faut trouver des candidats dans les départements, où les structures du parti sont faibles, à la fois pour les législatives et les régionales. En Tarn-et-Garonne, déjà aux cantonales de 1985, il avait pu présenter 5 candidats qu'on retrouve bien sûr l'année d'après (Didier Naudin, Louis Duplan, Christian Dufief, M. Légier et M. Magnani).

En 1986 il passe la barre des 10% dans les cantons de Nègrepelisse, Villebrumier, Grisolles, Auvillar et Moissac. Indication importante car elle annonce le paysage qui va durer : une forte présence du FN dans les vallées du Tarn et de la Garonne.

Les résultats sont en constante augmentation aussi bien en voix qu'en pourcentage. Ayant analysé par ailleurs cette implantation du FN en Tarn-et-Garonne<sup>2</sup> je me contente ici de vérifier que l'élection à la proportionnelle permet à ce parti de mieux constater l'importance de son implantation solide qui est indépendante du nom des candidats, et des divisions de la droite. Sa stratégie de second tour qui le conduit à refuser toute alliance avec quiconque le handicape dans les élections à deux tours. Régionalement le FN n'a que trois élus ; en Tarn-et-Garonne il frôle le quatrième poste.

### La droite

En 1986, l'heure est à la revanche, donc tout est simple pour la droite avec une union sans faille du RPR et de l'UDF. Tout est simple car pour les législatives la tête de liste revient naturellement à Jean Bonhomme qui est sûr d'être élu. La répartition des places a pu satisfaire les deux courants de la droite. Tout est si simple que la profession de foi fait le minimum pour mettre en valeur deux termes classiques en politique : gagner et être les meilleurs. Elle indique :

- « Nous ne ferons pas de promesses dans un catalogue bien présenté mais nous savons que :
- dans la crise mondiale pour gagner en France il faudra être les meilleurs
- avec l'élargissement de l'Europe pour gagner en Midi-Pyrénées il faudra être les meilleurs

---

<sup>2</sup> Vu du TetG, vingt ans de lutte contre le FN (1984-2004), Editions La Brochure, 64 pages, 5 euros

- pour profiter de notre agriculture, pour gagner en Tarn-et-Garonne il faudra être les meilleurs.

Avec le socialisme, son contingent de chômeurs et de nouveaux pauvres ses excès de bureaucratie et de règlements nous sommes loin des meilleurs. »

Manifestement, même à droite nous étions loin de l'âge des conseillers en communication ce qui ne l'empêche pas de gagner, ayant été aidé en cela par les divisions de la gauche.

Jacques Roset du canton de Lafrançaise va, à partir de là, occuper une place importante dans la vie politique locale ainsi que ses colistiers élus, sauf l'avocat José Conquet prématurément décédé.

## **La gauche socialiste et radicale**

Pour comprendre la division de 1986 dans le camp PS et MRG (le nom de PRG viendra plus tard) il faut se souvenir que l'élection régionale a lieu en même temps que l'élection législative avec, dans les deux cas, des listes départementales et une élection à un tour, à la proportionnelle.

En Tarn-et-Garonne où il ne peut y avoir que deux députés, avant même l'élection il est entendu qu'avec la proportionnelle, il y aura un élu de droite et un de gauche. En conséquence, pour le PS et le MRG toute la question est de savoir qui sera tête de liste de leur union, soit le député sortant de Montauban, Hubert Gouze, soit le député sortant secrétaire d'Etat Jean-Michel Baylet devenu l'année avant président du Conseil général. Hubert Gouze ne veut pas s'incliner et c'est la division qui rejaillit sur l'élection régionale. Les instances nationales du PS désavouent les socialistes du Tarn-et-Garonne, en conséquence le tandem Baylet-Cambon va bénéficier du soutien massif de membres du gouvernement (Lionel Jospin, Georgina Dufoix, Jack Lang, Laurent Fabius).

Pour la liste Cambon la légitimité est formulée ainsi :

« Le PS et le MRG ont décidé conformément aux accords nationaux et départementaux de constituer des listes communes. Dans le département la liste d'Union pour le Tarn-et-Garonne est la seule à avoir reçu l'investiture de chacune des deux formations pour les élections régionales. »

Pour la liste Nunzi la légitimité est formulée ainsi :

« Les socialistes du Tarn-et-Garonne nous ont choisis démocratiquement pour être les candidats du PS à cette élection. » Le logo du PS est utilisé sur la profession de foi.

D'un côté une légitimité nationale et de l'autre une légitimité locale. Qui va l'emporter ?

Concernant les programmes peut-il y avoir des différences ? Pour Cambon-Baylet : valorisation du secteur agricole, transports, culture et tourisme.

Pour Nunzi-Gouze l'agriculture est également au premier plan (comme pour les autres listes), tout comme les autres points de la liste Cambon.

Dans les deux cas, il y a une femme sur la liste (et même une moustache si je puis plaisanter un peu).

Dans les deux cas il y a référence au travail du Conseil régional précédent conduit par le socialiste Alex Raymond.

Les conclusions diffèrent :

1 ) « Notre action fondée sur l'expérience, sur le dynamisme a pour but de rassembler les énergies pour aller « de l'avant » ».

2 ) « Pour fortifier la dimension internationale de Midi-Pyrénées ».

A qui est chacune des deux phrases ?

D'un côté c'est : « Pour une région qui gagne » et de l'autre « Pour un Tarn-et-Garonne qui gagne » !

Bref, la bataille fut surtout une bataille entre personnes et les résultats sont clairs : sans appui national le PS local l'emporte largement, de plus de 10%. Le poids de Montauban est décisif.



### Liste PS-MRG en 1986 (de gauche à droite)

- 1 Jean Cambon est déjà conseiller général de Nègrepelisse où pour le PS il a pu battre un MRG. Il est noté professeur à l'université de Toulouse-Mirail.
- 2 Michelle Cavallé chargé de mission départementale aux droits de la femme.
- 3 Raymond Massip, l'instit retraité conseiller général de Montpezat
- 4 Jean-Michel Baylet secrétaire d'Etat aux Relations extérieures et président du Conseil général.
- 5 Maurice Cayrou médecin ophtalmologiste
- 6 Henri de Marsac maire de Marsac et conseiller général de Lavit
- 7 Antoine Molina maire de Castelsarrasin

### Les communistes

L'obtention de la proportionnelle qu'ils revendiquaient depuis des décennies leur permettait de voir venir tranquillement ce double scrutin régional/législatif. La profession de foi reprend la forme classique du raisonnement en trois temps du PCF : « c'est de votre vie qu'il s'agit » ; « la situation n'est pas fatale » ; « des perspectives nouvelles sont possibles et le PCF les représente. »

A cette argumentation le PCF peut ajouter un élément de plus : « Avec le nouveau mode de scrutin à la proportionnelle, chaque voix comptera et permettra enfin pour la première fois en Tarn-et-Garonne d'élire une femme : Joëlle Greder qui connaît vos préoccupations et sait les défendre. » Sur ce point, le PCF conduira des activités spécifiques avec une grande journée en présence d'une chanteuse qui se fera un prénom par la suite : « Juliette ».

Le PCF par le jeu des accords avec le MRG, avait un conseiller régional sortant, Aimé Vigouroux maire de Villebrumier, et était donc en droit, vu le mode de scrutin, d'espérer aussi bien. Malheureusement la première élue régionale du 82 sera six ans après, la candidate du FN.

Comme souvent en politique, l'échec du PCF sera analysé comme circonstanciel. La lutte entre PS et MRG lui a sans doute fait perdre des électeurs et des électrices mais l'échec local ne fait rien moins qu'écho à l'échec national !

Comment à partir d'une logique imparable (vous vivez mal, vous pouvez vivre mieux, le PCF va vous y aider) le PCF n'obtient-il pas le vote des déçus de la gauche au pouvoir ? En 1984 le PCF pensa que son échec tenait à sa co-gestion avec gouvernement en place, il quitta le gouvernement, et à présent non seulement il ne récupère rien, mais il continue de perdre.

### Une initiative du PCF en 1986 en direction des femmes (Nouvelles du 82)



## 1992

En 1992 le paysage politique a totalement changé et le journal *Libération* aura raison de titrer « L'éclatement ». La fin de l'ère Mitterrand saute aux yeux de tous les observateurs sans que personne ne sache qui va en recueillir les fruits.

Eclatement d'abord au sein de la droite qui sentant venir son heure se déchire entre sa tendance « gaulliste » et sa tendance « centriste » pour tenter de bien se placer en vue de la récupération du pouvoir.

Eclatement au sein du PS et organisé en partie par Mitterrand lui-même qui a décidé de « fabriquer » deux courants politiques nouveaux : celui de Bernard Tapie qui œuvre dans son laboratoire marseillais, et celui de Brice Lalonde relancé pour couper l'herbe sous les pieds des Verts.

Donc division chez les écologistes au moment même de leur apparition importante sur la scène politique.

Division au sein du PCF avec la fin de l'ère Marchais. Les dissidences se suivent et se ressemblent depuis la candidature de Pierre Juquin à la présidentielle de 1988. L'ancien ministre Marcel Rigout de la Haute-Vienne avec d'autres pousseront pour la constitution d'une nouvelle force politique.

Quand l'éclatement du politique est tel, l'apparition de forces hors-norme comme les listes de CPNT s'ajoute sans trouble au paysage.

Pour la seconde fois l'élection régionale devient le test majeur d'une quête politique nouvelle qui se matérialisera en 1993 et surtout en 1995 avec la nouvelle présidentielle.

Un autre débat est en vogue en 1992 suite au choix d'Edith Cresson comme première femme à occuper la place de premier ministre (la seule à ce jour). Une fois de plus, le PS au pouvoir joue les effets d'image contre les effets réels qui démontrent qu'en 1992... il y a eu moins de femmes élues qu'en 1986 !

Elles sont 198 femmes élues sur 1669 soit 12% et si les Verts et GE n'avaient pas été là pour faire monter la moyenne (39 sur 209 soit 19%) le résultat aurait été pire d'autant que le FN ne fut pas risible sur le sujet (30 sur 239 soit 16%).

Pour une élection sur liste, à la proportionnelle, le constat est dramatique et c'est à partir de là que se développera la lutte pour la parité qui s'imposera petit à petit.

### **Le Front national**

Dans le paysage ambiant le FN fait figure de roc solide et important, et les résultats du Tarn-et-Garonne vont s'inscrire dans une avancée générale de ce parti. Cependant, il semble déjà doté d'un talon d'Achille : le turn-over de ses élus et têtes de liste.

Ce n'est donc plus Didier Naudin mais Evelyne Dutertre qui prend la direction des opérations en Tarn-et-Garonne et qui deviendra la première élue FN du département. Elle habite Moissac, elle n'a pas la possibilité d'y être présente aux municipales de 89 après avoir été candidate aux législatives de 1988 (elle est indiquée : attachée commerciale import-export et agricultrice à Montesquieu) mais elle obtient donc en 1992 un mandat supérieur à conseillère municipale, celui de conseillère régionale ! En 92, elle obtient 15,6% sur un canton de Moissac, le meilleur score jamais obtenu par ce parti à ce type d'élection. Comme en 1985, le second score est celui de Magnani sur le canton de Grisolles qui peut se maintenir au second tour. Une autre personne d'origine italienne y présentera une autre face des souvenirs de cette immigration, Marino Rigoni, ancien militant du PCF et candidat pour *Gauche 92* avec un résultat de 5%. Le plus mauvais score du FN : Montpezat 5,2%. Sur Montauban le FN (13,3%) fait mieux que Bonhomme (13,08%) et arrive troisième derrière Cave et Nunzi.

Un incident interviendra pendant la campagne électorale entre la liste FN et la liste *Gauche 92* quand, sur *Radio Bas-Quercy*, la dirigeante FN annoncera qu'elle porte plainte devant les tribunaux contre la profession de foi de *Gauche 92* considérée comme diffamatoire. Il s'agissait de la phrase : « Quand vous vous abstenez, le FN progresse en pourcentage. Ceci rend plus crédible ses thèses totalitaires et racistes. » La plainte sera sans suite.



## La droite divisée

S'il y a un département où son éclatement est spectaculaire c'est bien celui du Tarn-et-Garonne et comme pour les socialistes et radicaux en 1986, les questions de personnes vont prendre le dessus sur les questions politiques. Un homme nouveau arrive sur la scène politique qui, en phase avec la majorité régionale plutôt centriste, réussit à obtenir les soutiens décisifs. Pour ceux qui en douteraient encore, l'élection régionale est le tremplin politique majeur et Jean-Pierre Cave, après ce premier succès qui le porte à la vice-présidence du Conseil régional, deviendra député en 1993 et se voyait déjà maire de Montauban en 1995, par la vertu de son sourire, de ses relations et de sa notoriété médicale, mais cette année-là sa carrière politique s'arrêtera pour lui laisser tout de même la fonction de conseiller régional.

Marcel Pécou, conseiller régional sortant se sent injustement écarté et constituera sa propre liste. Il aura le soutien important du médecin de Beaumont de Lomagne Faustin Llido qui par la suite deviendra maire de la ville. Sa liste est surtout une liste de professionnels en lien avec ses responsabilités en la matière. Sur un huit pages largement distribué il expliquera exactement ce qu'expliquèrent avant lui Hubert Gouze et Jean-Paul Nunzi : « J'ai pris la décision [d'être candidat] à la demande de 15 membres sur 19 du Comité départemental [du RPR] de la première circonscription, qui ont signé et adressé une lettre à nos instances nationales pour que je sois reconduit comme en 1986. Aujourd'hui je suis majoritaire au sein du Comité Départemental RPR puisque des membres de la deuxième circonscription m'ont rejoint. Je suis donc investi par la base dans ces élections régionales. »

Mais contrairement à la base du PS, celle du RPR pèse peu et Marcel Pécou devra se contenter d'un petit score de 5% ce qui ne signifie pas la fin de sa carrière politique montalbanaise.

Dans les textes de Marcel Pécou on vérifie que les thèmes chers au FN commencent à marquer des points :

« Immigration : La police est incapable de remplir ses missions. Elle est privée de moyens. Elle est mal commandée. Comment s'étonner alors d'une immigration clandestine non maîtrisée, génératrice de ce climat d'insécurité... »

Quant à l'autre tendance du RPR, celle de Jean Bonhomme qui avait été réélu député en 1986 mais battu en 1988, il s'agissait d'assurer la présence d'un RPR « chargé dès juillet 1991, par le Conseil national de ce parti de conduire une liste d'Union de l'Opposition Nationale en Tarn-et-Garonne. » Fidèle à son habitude Jean Bonhomme ne mâche pas ses mots : « Il ne m'a pas été possible de placer sur cette liste plus de candidats qu'il n'y a de sièges à pourvoir. »

Il anime donc une liste dont le second est son ami de toujours, José Conquet, avocat, affiché UDF, qui, comme Marcel Pécou, est un conseiller régional sortant laissé sur la touche par la génération Cave. Notons la place importante des médecins et des avocats dans la politique locale.

José Conquet comme Jean Bonhomme aime mettre les points sur les i dans les éditos qu'il rédige alors pour le *Journal du Tarn-et-Garonne*. Ainsi nous lisons dans le numéro 136 quand il est encore conseiller régional :

« On est bien obligé de reconnaître que les exécutifs n'en font qu'à leur guise, aidés par une camarilla de responsables techniques, chefs de services et autres chefs de bureau de directeurs généraux, plus courtisans que véritablement compétentes. » On peut considérer qu'il s'agit aussi de l'exécutif de la région animé par Marc Censi !

## La liste Bonhomme de 1992



Dépliant de la liste Pécou en 1992

### Liste UDF-RPR

Sur la liste de Jean-Pierre Cave nous trouvons Jean-Jacques Récizac président départemental du RPR. Il s'en suivra une vive polémique quand il sera exclu de ce parti.

Jean-Jacques Récizac écrira : « Cette logique de « coupeurs de tête » amène M. Bonhomme à se marginaliser par rapport à la majorité régionale. Dans les sept autres départements de Midi-Pyrénées, les candidats se réclamant du RPR figurent sur les listes Censi-Baudis comme je le fais moi-même, comme le font les responsables RPR et anciens ou actuels députés que sont Jacques Godfrain, Jacques Limouzy et Alain Chastagnol. Le cavalier seul de l'ancien député et ancien maire de Caussade est une fâcheuse exception. Il ne m'inspire guère d'autre réflexion que le souhait de ne jamais sombrer dans cette conception de la politique, quel que soit l'âge jusqu'auquel je pourrai y participer. »

Exceptionnellement, *La Dépêche* donnera la parole à Jean Bonhomme dont voici la réponse utile à plus d'un titre :

« M. Récizac, mécontent d'avoir été exclu du RPR me prend à partie. Il a tort, je n'y suis pour rien. Qu'il veuille s'adresser au secrétaire national du Rassemblement, Alain Juppé, seul responsable de cette exclusion, qui lui donnera certainement toutes les explications nécessaires. M. Récizac exhale sa colère de n'avoir pu figurer sur ma liste. On peut le comprendre. Mais la constitution d'une liste nécessite un équilibre et une représentativité qui ne m'ont pas permis de le faire figurer à la place qu'il revendiquait. Si j'avais pu le « caser », les défauts qu'il me trouve n'auraient sans doute pas été aussi évidents. Pour clore cette médiocre polémique publique, je lui rappellerai qu'il n'est pas le

seul à avoir à souffrir de l'établissement de listes au scrutin proportionnel. Sur les trois sortants de gauche, aucun n'a été reconduit en position éligible. Mais ils ont fait preuve d'une discrétion et d'une réserve dont M. Récizac pourrait utilement s'inspirer. »

Jean-Jacques Récizac devient n°2 sur la liste de Jean-Pierre Cave pour y défendre ses idées. Cette liste, vu les circonstances locales, n'a pas le soutien national de l'Union Pour la France (UPF) et Jean-Pierre Cave en déduit que sa légitimité vient de la confiance de Baudis-Censi. Thèmes d'action : « Jean-Pierre Cave plaida pour la régionalisation des dépenses de santé. Jean-Jacques Récizac s'engagea pour un développement harmonieux et équilibré du territoire de Midi-Pyrénées. Bernard Grimal sera aux côtés des agriculteurs en difficulté. » indiquera le responsable local de *La Dépêche* J-P Roland.

## **Socialistes et radicaux**

L'entente presque parfaite est revenue entre les deux courants politiques et c'est le maire de Moissac qui fait le lien. Il est socialiste donc le PS est content. Il n'est pas de Montauban donc le PRG est content. Un homme se trouve oublié, Jean Cambon, qui ne pouvait espérer le soutien du PS vu les événements de 1986 et qui perd le soutien du MRG qui a d'autres amis à défendre.

Une entente d'autant plus nécessaire que Lionel Jospin veut devenir président de la Région et que la bataille s'annonce rude au vue des déceptions causées par les socialistes, dans l'électorat.

Pour la petite histoire notons que cette élection régionale coïncide définitivement avec des élections cantonales. Lionel Jospin candidat à Cintegabelle devra attendre le second tour pour y être élu sans gloire (51%).

Si généralement l'union est un atout pour la victoire, cette fois le PS et le PRG vont mordre la poussière avec seulement deux élus, un de moins qu'en 1986 quand ils étaient divisés !

*Le Journal du Tarn et Garonne* se fera un plaisir de publier le texte du courant *Egalité* (Fabius) interne au PS et dirigé par Anne Marie Carrera qui, content de l'union, s'oppose à ses résultats concrets car 30% des membres de la fédération n'ont pas eu droit à une place d'éligible.

« Sa tête de liste Jean-Paul Nunzi, frappée par la loi sur le cumul des mandats, abandonnera-t-il son siège de Conseiller régional sitôt élu, ou son siège de Conseiller général ? La première femme se trouve en quatrième position, à une place non éligible, en dépit de nos statuts. Femme alibi plus que femme symbole, plus porteuse d'exclusion des femmes de la vie politique que de leur juste reconnaissance. »

Bien sûr, l'impact électoral d'un tel texte est minime mais il a sa place ici car il pose des questions qui vont marquer les années suivantes.

Par exemple cette autre précision : « Nos camarades agriculteurs qui depuis longtemps dénoncent les pratiques du syndicat agricole majoritaire se voient aujourd'hui supplantés par un représentant de ce syndicat à la deuxième place sur la liste. »

C'est la transposition dans le monde politique de la lutte entre FDSEA et Confédération paysanne. Dans ce contexte par exemple, Claude Cavaillé, maire-adjoint de Caussade, agriculteur défenseur de la « Conf », se retrouve sur la liste des *Verts*.

Et à parler de Caussade une autre histoire s'y joue suite à l'accord PS-PRG (ce n'est pas surprenant si c'est là que déroula un des deux meetings Tarn-et-Garonnais de Lionel Jospin). Alors que l'union aux municipales de 1989 entre PS et PRG avait permis à Yvon Collin de battre Jean Bonhomme (d'où la référence de Récizac aux échecs de ce responsable RPR), il était entendu que dans le cadre d'un partage des responsabilités, l'élection cantonale serait attribuée au PS. Mais Yvon Collin souhaita bien sûr doubler sa fonction de maire, de celle de Conseiller général, et il a obtenu le titre de candidat commun PS-PRG dans le cadre d'un partage global des cantons, partage qui élimina le communiste Aimé Vigouroux car il ne trouva plus contre lui au premier tour un PS et un PRG mais seulement le médecin PS, Astoul. Pour Caussade, le PS décida donc d'exclure José Ibarz candidat malgré l'opposition de sa direction.

José Ibarz, un instituteur implanté dans sa commune, représentait l'aile gauche du PS. Une fois de plus, l'entente avec le PRG entraînait pour le PS du 82 une perte d'influence sur sa gauche.



### Liste PS-PRG de 1992

On retrouve là des personnalités clefs qui vont avoir des parcours divers :

En 2008 Jean-Philippe Besiers sera tête de liste de la gauche aux municipales sur Castelsarrasin.

Paul Courrone sera élu.

Jacques Granié, militant PS, n'obtiendra pas le poste de Conseiller général qu'il espérait en 1998.

Jacques Santoul jouera seulement un rôle à la région mais terminera cette année là tout mandat électif.

Jean-Michel Baylet, sans être le tête de liste, accepte d'être présent.

Jean-Paul Nunzi, ancien membre du PSU, est encore en 2008 élu maire de Moissac.

Monique Marrou fait acte de présence.

Jean-Claude Héral fera parler de lui en 1998.

Deux sont sans cravate.

### Communistes

De 1986 à 1992 le PCF renouvelle presque totalement ses candidats derrière la même tête de liste. Les sondages sont bons et Georges Marchais pense qu'enfin l'heure de la fameuse remontée a sonné. Les déçus du PS se comptent par milliers et comme en Tarn-et-Garonne la confusion de 1986 née de la guerre entre PS et PRG a disparu, les résultats devraient s'en ressentir positivement. La liste *Gauche 92* est vu comme un épine inattendue or les résultats vont démontrer qu'avec ou sans liste alternative, le PCF perd ! Georges Marchais pour se consoler comparera avec les résultats des Européennes pour montrer une petite remontée. En 1993, la Fédération du PCF écrira à nouveau : « Nationalement avec 9,2% et 2,3 millions de voix, le PCF enregistre une progression de 1,2% et de 370 000 voix sur les élections régionales de 1992. » or la seule comparaison qui vaille c'est avec des élections comparables. Dans ce cas, la baisse est constante.

Pourtant Joëlle Greder et Hugues Bauchy le secrétaire fédéral avaient mis en œuvre un nouvel élément de la stratégie : présenter des listes ouvertes. La candidature de Rodolphe Portolès, la seule à ce jour, (il deviendra par la suite un militant syndical de référence au SNUipp) sera donc très largement médiatisée. Sa lettre témoigne d'un état d'esprit très répandu et mérite donc l'attention :

« Je ne suis pas communiste et pourtant j'ai décidé de figurer à leur côté pour les élections régionales. Voilà qui a de quoi surprendre, j'en conviens. Pourtant, j'ai le sentiment d'être parfaitement cohérent avec mes idées, et je voudrais vous faire part de mes réflexions.

Issu de la génération Mitterrand, premier vote en mai 81, bien ancré dans mes idées de Gauche, j'ai le sentiment aujourd'hui, comme bon nombre d'entre vous, d'avoir été trahi. Trahi par

le pouvoir politique trop occupé avec ses magouilles, ses ambitions personnelles, pouvoir qui a oublié les véritables valeurs de Gauche que sont la justice, l'égalité, la solidarité, l'humanité...

Alors bien sûr, déçu, j'avais pris, comme bon nombre d'entre vous risquent de le faire, le parti de rester chez moi, renfermé sur mes préoccupations : m'abstenir, le mot est lâché. Non, le danger serait trop grand des conforter les politiciens dans leurs positions, dans leurs ambitions. J'ai décidé de réagir et la proposition qui m'a été faite par le PCF m'a attiré et interrogé.

Bien sûr, je n'ai pas oublié l'effondrement des pays de l'Est. N'attendez pas de moi que je vous fasse l'apologie de ces systèmes qui ont échoué économiquement.

Par contre, je vous dirai que les valeurs de progrès doivent vivre en France et qu'il faut les défendre. Et pourquoi faire cela avec les Communistes ? Tout d'abord c'est parce qu'ils ont changé. Il est loin le temps où ils se raccrochaient à un discours. Aujourd'hui, nous avons des gens ouverts, riches dans leur personne, à l'écoute des autres, surtout pas « politiciens » et deuxièmement, il faut bien le constater, ils sont les seuls à être resté fidèles aux valeurs de Gauche.

Voilà pourquoi j'ai décidé de faire un bout de chemin avec le PCF, sans aucun état d'âme, en ayant comme unique souci de faire avancer mes valeurs, d'améliorer la vie quotidienne.

Peut-être, vous aussi, tiendrez-vous le même raisonnement le 22 mars. Rodolphe Portolès (instituteur à Caussade, éducateur sportif)

Pour la profession de foi, le PCF par contre en restera à la même logique qui n'a rien donné depuis des années : votre vie est dure, une autre solution est possible, le PCF peut apporter cette solution. Avec ce gros titre sur *Les Nouvelles du 82* : Le 22 mars, c'est de votre vie qu'il s'agit. Le même qu'en 1986.

Quand Rodolphe Portolès écrit « qu'il a le sentiment d'être trahi » sait-il que beaucoup d'électeurs ou même membres du PCF plus vieux pensent de même... vis à vis du PCF qui pendant des années a expliqué que tout allait bien en URSS et qui a trompé ainsi le peuple de France. Or, tromper est naturel pour les autres forces, pensaient ces gens là, mais quand le PCF fait de même il devient deux fois coupable. La nouveauté majeure pour cet électorat n'est pas de nature française mais internationale et il est erroné de croire que des personnes dopées pendant des années au « modèle soviétique » puisse oublier ce modèle au moment de sa totale disparition !

Rodolphe Portolès évoquera le sujet dans sa lettre mais le texte de la Fédération du PCF n'en dira rien.

Pas plus qu'il ne sera question de cette nouveauté : pour la première fois, le PCF n'est plus en mesure de présenter des candidats dans tous les cantons, phénomène qui va aller en augmentant régulièrement.

Personne n'imagine alors que c'est la dernière élection régionale de ce parti qui, en 1998, va s'allier avec « les traîtres » du jour, retrouvés au gouvernement Jospin à partir de 1997 !





## Les écologistes

Les *Verts* présents aux municipales à Montauban et à Moissac en 1989 se retrouvent naturellement en position de force pour s'installer dans le paysage politique avec les élections régionales. Ils n'imaginent pas cependant les suites locale de le création de *Génération Ecologie*.

Le débat qui s'instaure entre GE et les *Verts* est à la fois naturel – il recoupe des clivages droite/gauche – mais factice quand on se souvient des méandres politiques de Brice Lalonde. En fait le clivage en question traverse les deux partis.

Côté *Verts* c'est Pierre Ravaille qui conduit la liste dans la foulée des municipales de Montauban. Mais là aussi on aura un débat Montauban/Moissac. Anne-Emmanuelle Gratien de Moissac indique dans un article du *Journal du Tarn-et-Garonne* : « Certains pourront être surpris par le changement de dernière minute de la désignation de la tête liste verte aux élections régionales. Elle est le résultat du débat interne qui traverse les *Verts*, mouvement en pleine croissance, preuve que les logiques partidaires empreintes de sectarisme ne sont pas totalement dissipées. Un coup de force initié par une partie du mouvement a empêché la constitution d'une liste écologiste rassembleuse, ouverte et plurielle. »

En fait il s'agit d'un débat entre la tendance Voynet qui nationalement vient d'accéder au poste de porte-parole nationale des *Verts* et la tendance Waechter en perte de vitesse.

Même nouveau, le parti des *Verts* est soumis aux aléas classiques de la vie politique. Mieux même, sa nouveauté anticipe sur des problèmes masqués dans les autres formations.

Pour le Tarn-et-Garonne, les *Verts* bénéficient de l'appui du tout jeune député européen Gérard Onesta et d'un transfuge du Conseil municipal de Montauban, Yves Miramont qui avait été élu avec la liste PS, donc contre la liste écolo, et qui se retrouve avec les écolos.

Pierre Ravailhe sera élu puis, en application du tourniquet (changement à mi-mandat pour partager les fonctions d'élus), M. Trepagny de Monclar lui succèdera puis cessera toute participation à la vie politique.

La liste conduite par Marc Malmoux permettra une apparition rapide de *Génération écologie* qui, suite au succès des Verts, fera union aux législatives de 93 avec eux, et qui aura une représentante à la municipalité de Montauban en 1995 sans se constituer en force véritablement organisée : pas de présence aux cantonales par exemple.

En 1992 *Génération écologie* a souhaité répéter qu'ils n'étaient « les sous-marins de personne » car une rumeur insistante disait que Jean Cambon n'était pas étranger au projet. Le discours sera celui du « nouveau en politique » qui « ne veut rien figer », qui fait appel à la démocratie mais en politique le plus dur n'est pas d'être nouveau mais de durer.

Au vu de l'histoire, cette liste voulant unir la gauche et l'écologie, était la plus proche politiquement de celle de Gauche 92 et une union entre les deux aurait sans doute écrit une autre page d'histoire.

### **CPNT**

La liste de René Bacou va créer la plus grosse surprise y compris parmi les candidats ! Manifestement ils ont capté la déception de l'électorat socialiste dans des proportions très importantes.

Ils étaient si peu près à une telle aventure qu'ils présentèrent un candidat qui n'avait pas le droit de l'être, celui qu'on retrouvera tête de liste en 2004 quand il sera retraité, à savoir Monsieur Delpech, géomètre au cadastre.

Cette liste fait apparaître un monde associatif souvent peu connu et incite à cette autre question : pourquoi pas une liste de sportifs pour défendre le sport, une liste de cultureux pour défendre la culture etc.

Bien sûr, la décision de présenter une telle liste n'a pas été prise en Tarn-et-Garonne mais au sein d'un groupe national qui pense aussi aux élections européennes et à la lutte pour défendre le droit de chasse propre à la France. Ayant eu mon premier poste au collège de Lauzerte, j'ai retrouvé avec plaisir M. Bacou qui y enseignait et dont j'avais apprécié la gentillesse. Il a été surpris de découvrir que *Gauche 92* avait pu économiser en n'envoyant pas de bulletins de vote car il aurait aimé faire de même craignant lui aussi de ne pas passer la barre de 5% pour accéder au remboursement.

Non seulement il passa la barre mais se retrouva Conseiller régional comme des professionnels de la politique du genre de Jean-Paul Nunzi. Cette liste de défense de la ruralité n'a pas eu des voix qu'à la campagne comme on pourrait le penser : à Montauban elle arriva à 4,7%.



**La liste CPNT de 1992**

## L'apparition de Gauche 92

La référence à 92 se trouvait en tête de la profession de foi : « 1792-1992 bicentenaire de la Première république »

Cette liste faisait suite à deux phénomènes : la candidature Pierre Juquin à l'élection présidentielle de 1988 et la continuation de la crise du PCF. Pour une part, ce courant n'apportait rien de nouveau quand on se souvient du rôle du PSU y compris en Tarn-et-Garonne, un parti dont cependant les personnages les plus en vue étaient passés au PS en 1974. Il apportait cependant, en plus, le rêve que Pierre Juquin avait ramené d'Allemagne, consistant à unir courant social et courant écologiste. Cependant cette liste locale, sans référence régionale (Pierre Juquin a abandonné tout combat suite à son échec), va tirer comme un boulet son manque de visibilité nationale. Certains ont pensé qu'il s'agissait d'un coup d'épée dans l'eau, ce qui aurait pu être le cas, sauf que la nécessité de l'alliance du « rouge et vert » n'était pas un problème de circonstances mais, pour longtemps, un problème crucial de toute la gauche.

En effet, l'émergence de l'écologie politique aurait dû être anticipée par le PCF ou le PS mais faute de prendre au sérieux cette aspiration, elle s'est constitué en force autonome qui fut d'abord « centriste », l'écologie devant transcender le débat gauche/droite.

Cependant au sein de l'écologie, dès le départ, des militants ont considéré que sa défense sérieuse passait par un ancrage à gauche. Le capitalisme étant la cause de la dérive, il fallait le dénoncer clairement pour arrêter le mal. Cependant l'accident de Tchernobyl apportait de l'eau au moulin de ceux qui disaient que le nucléaire de gauche ou celui de droite sont aussi dévastateur l'un que l'autre.

Dans la région Henry Farreny, membre d'abord du PCF à Ramonville deviendra une référence de cette écologie de gauche qu'il défendra en étant tête de liste pour son département.

Deux Toulousains de la mouvance communiste, Jacques Agrain, maire d'une petite commune, cheminot, et Alain Pécastaing, seront au départ de cette initiative dans le sens où ils permettront le contact avec *l'Imprimerie 34* sans l'aide de laquelle jamais ne serait née une telle nouveauté. Il n'a pas été question jusqu'ici des finances car pour les gros partis tout est payé par l'Etat mais pour une liste qui sait qu'elle ne passera pas la barre des 5%, le sujet devient épineux. En conséquence pour diminuer les frais aucun bulletin de vote n'a été mis dans les enveloppes (diminution de moitié de la dépense sur ce point).

Trois mots phares avaient été retenus : liste solidaire, plurielle et laïque. Le mot « solidaire » est de toujours mais celui de plurielle aura son œuvre de gloire avec « la gauche plurielle » tandis que la laïcité totalement absente du débat politique en 1992 reviendra ensuite plus souvent à la *Une*.

Les résultats de la liste Gauche 92 seront relativement bons sur Montauban (3,5%) (une part de l'électorat socialiste n'a pas souhaité voter pour le maire de Moissac) mais resteront dans la zone classique des résultats de l'extrême gauche.

Il serait injuste d'oublier ici le cas du dirigeant paysan Gérard Tartanac qui avait accepté d'être candidat aux Européennes avec Claude Llabres, qui n'a pas été candidat sur la liste Gauche 92 mais qui s'est présenté de manière autonome aux cantonales de son secteur : Beaumont.

Un article de G.L. dans *La Dépêche* le salue ainsi :

« Gérard le fidèle

Quand un militant assiste à la destruction de ce à quoi il a consacré sa vie, il a besoin de crier. Gérard Tartanac, de Sérignac, aujourd'hui retraité mais qui eut en charge la défense de ses frères agriculteurs, pousse un cri de révolte en ce début d'année 1992. Parce que le journal qui défendait les idées de son père, puis les siennes, celles du PCF d'il y a un demi-siècle, ce journal « *Vivre et Lutter* » est en train de mourir. Déjà blessé dans ses convictions, il reçoit cette nouvelle plaie comme un coup de grâce. Dans une longue lettre pleine d'amertume, il dénonce l'égoïsme crasse, la béatitude des riches, l'aspect dérisoire des querelles politiciennes, au ras du plancher. Il dit le malheur des pauvres et le courage de ceux qui se sont lancés dans le combat pour la liberté contre la barbarie, et qui restent attachés à cet idéal, aujourd'hui, alors que les barbares se font à nouveau entendre.



Il est émouvant dans sa colère, Gérard Tartanac. Même si l'on n'est pas toujours d'accord avec ses analyses, avec ses croyances, les élans du cœur de ce fidèle parmi les fidèles méritent un grand coup de chapeau. La passion le démonte. Il ne faut pas désespérer de l'humanisme. »

Les lecteurs du quotidien local ont dû se demander ce qu'était *Vivre et lutter* car le journal était confidentiel. J'étais depuis deux ans l'animateur de ce mensuel où Gérard a écrit souvent si bien qu'à son décès, une lectrice parisienne surprise m'avoua qu'elle avait cru que c'était un de mes pseudos ! En 1992 *Vivre et Lutter* sera remplacé par *Point Gauche* ! qui va naître en juin juste après les élections.

Enfin dernier clin d'œil : au cours de la réunion montalbanaise, le tête de liste fit appel à une citation de **Léon Cladel**<sup>3</sup> : « Nous nous taisons songeant à ces questions ardues qui sollicitent aujourd'hui l'humanité toute entière. »

### **Des candidats de Gauche 92 en 1992**



---

<sup>3</sup> En relisant le compte-rendu de la réunion publié par *La Dépêche*, je retrouve ce fait que j'avais totalement oublié et pourtant rédigé qui confirme le peu de confiance à faire à nos mémoires. Deux ans avant j'avais publié en auto-édition : Qui a tué Léon Cladel ?

## Année 1998

Suivant le proverbe bien connu, jamais deux sans trois, voici que cette troisième élection régionale se déroule sous le contrôle de la gauche au pouvoir. En 1986 c'était l'ère Mitterrand qui avait perdu peu de temps auparavant l'appui du PCF, en 1992 c'était une nouvelle ère Mitterrand avec des communistes presque dans l'opposition, et enfin en 1998 voilà que l'ère Jospin est telle qu'elle provoque dès le premier tour des listes communes PS-PRG-PCF (avec parfois les Verts). Juste après la divine surprise de la dissolution perdue par Jacques Chirac, la gauche plurielle voguait de succès en succès.

Une fois de plus les conditions générales vont être décisives pour l'évolution des listes locales avec cependant les surprises propres au Tarn-et-Garonne.

La première des surprises, c'est l'union presque totale de la droite après la présentation d'une liste fantôme.

La deuxième c'est le retour de la liste dissidente du PS.

La troisième c'est l'union entre les Verts et Gauche 92.

Pour les chasseurs et le FN par contre nous sommes dans un paysage connu même si au FN l'ère Dutertre est remplacée par l'ère Claude Michel.

Plusieurs personnalités se déplaceront en Tarn-et-Garonne prouvant, s'il en était besoin, que le scrutin était d'importance : Lionel Jospin pour le PS, Bruno Megret pour le FN, Philippe Seguin pour le RPR et l'UDF, Marie-Hélène Aubert, députée verte pour la liste Ecologie et Alternative.

## Les élus de 1998



## A Montauban *Mammoth* se change en *Auchan*



L'évolution de la présence des supermarchés est un indice de l'évolution de Montauban et du département. Ici, il s'agit du premier supermarché du chef-lieu dont le premier nom marqua les mémoires : Korvette. Devenu ensuite Euromarché puis Mammoth, quand e dernier quitta l'autre zone de la ville, le voici qui devenait Auchan pour le rester encore aujourd'hui avec cependant une transformation en cours très importante.

### Le FN

En passant la barre de 14% (en TetG comme au niveau national) le FN continue de progresser électoralement alors que son implantation locale reste très faible. Il n'a jamais la possibilité de présenter des listes aux municipales (il y réussira seulement à Montauban en 1995 avec Bernard Vincent comme tête de liste et en 2001 avec Philippe Riey) et repose donc sur un noyau de militants réduit qui parfois aux cantonales se présentent en même temps dans plusieurs cantons. En 1994 Magnani est candidat dans les cantons de Villebrumier et Verdun et Légier sur Caylus et Montauban, mais en 1998 tous les quatorze cantons du TetG ont tous des candidats différents. Une fois de plus le meilleur score est sur Moissac où Claude Michel réussit 20,4 % !

Ce succès électoral est d'autant plus étrange que le passage de l'ère Dutertre à l'ère Vincent semble s'être déroulé difficilement si l'on en croit *Le Journal du Tarn-et-Garonne* qui informe régulièrement sur la vie de ce parti : « De quoi s'agit-il ? Tout simplement d'une fronde qui semble bien réelle, avec à la clef, des dizaines d'adhérents qui auraient abandonné le mouvement, d'autres dit-on auraient été purement et simplement radiés. » Le journal du Front National se fera l'écho de ce problème pour l'atténuer et pour l'expliquer par le fait « qu'en cette période électorale un certain nombre de personnes n'ont pas été retenues sur les listes FN et s'en trouvent frustrées. C'est ce qui arrive quand on a plus de candidats que de cantons à pourvoir. »

Bruno Mégret viendra en Tarn-et-Garonne soutenir ses troupes et pourra prendre la température des déçus du FN qu'il va organiser peu après dans son propre mouvement pour les Européennes de 99. Il ne s'agit pas seulement de questions personnelles, Bruno Mégret souhaitait tenter une alliance avec le RPR que Le Pen refuse catégoriquement.

En fait, Bruno Mégret défend déjà à Moissac sa ligne politique quand il explique de le FN, après avoir été parti d'opposition puis parti de propositions est devenu parti de réalisations avec son rôle dans quatre municipalités. Or pour être parti de réalisations, il faut nouer des alliances.

Ceci étant le trouble au sein du FN-82, et ce changement de nom des candidats, ne joue pas sur les résultats : l'électorat FN n'est pas un électorat clientéliste mais peut-être celui qui se mobilise le plus sur des idées. Il n'a le soutien d'aucune presse et démontre par conséquent que le choix électoral passe par d'autres canaux. Le point central est-il la médiatisation de Le Pen ? Elle baissera fortement après 1995 et pourtant le FN continuera sa progression.

Cette persistance électorale démontre plus simple-ment que face aux problèmes nouveaux de la société, les forces politiques en présence (Le Pen l'appelle *la Bande des quatre*) n'arrivent pas à apporter des réponses convaincantes.

### **RPR-UDF**

En 1998, après la défaite nationale de 1997, ce n'est plus la droite triomphante de 1992. Elle est prise entre deux feux où elle se brûle un peu les ailes : d'un côté la gauche plurielle qui maintient son unité et de l'autre le FN qui maintient sa progression. Jean-Pierre Cave peut se présenter cette fois avec un bilan d'activité et il réussit à unir presque toute la droite. Ses titres font deux lignes : UDF, chirurgien, 46 ans, marié, trois enfants, vice-président de la région, ancien député, conseiller municipal de Montauban.

Le bilan est d'une auto-satisfaction phénoménale. Tout a été très bien fait, les engagements ont été tenus, les missions régionales ont été remplies, les efforts particuliers ont été faits en faveur de l'agriculture « fleuron de notre département » donc « avec vous, nous bâtissons le Tarn-et-Garonne dans une région dynamique, solidaire et juste, ouverte sur l'avenir et fière de son identité. »

Pour cette liste le conseiller en communication a plaidé pour une grande photo montrant côte à côte Jean-Pierre Cave et Marc Censi.

Au dernier moment Robert Lagrèze a pu trouver place sur cette liste en quatrième position ce qui évita une division trop grande de la droite.

Philippe Seguin sera la vedette de la campagne pour cette liste, au cours d'une grande soirée à la salle du Marche-Gare qui était alors le haut lieu des rendez-vous politique. Pour des raisons indépendantes de sa volonté le leader de la droite (il rêve alors de la mairie de Paris pour 2001) arrivera en retard. Il insistera sur la nécessaire prise de position claire contre la gauche :

« Comme pour les chaînes de télé, par peur du zapping on s'est mis à ressembler à la concurrence au détriment de notre message et de nos valeurs propres. Un des enjeux de notre action, c'est bien de démontrer que majorité et opposition ce n'est pas la même chose ! »

L'idée est en effet au cœur des préoccupations de la droite mais Philippe Seguin n'aura pas la force de frappe de Nicolas Sarkozy pour oser un discours rude qui fasse « rupture » dans l'histoire de la droite française. La majorité dans le camp de Seguin n'imagine pas alors que dans les dix ans la France reviendra dans l'OTAN.

La liste obtient un score qui le place en tête dans le département avec 31% et 3% de plus que la gauche. Le Tarn-et-Garonne semble basculer petit à petit vers la droite. Le journaliste de *La Dépêche* notera même que sur Montauban aussi la droite arrive en tête alors que le même Jean-Pierre Cave avait été battu aux municipales de 1995. Le canton de Caylus offrira un 41,51% à J-P Cave tandis que dans le canton de Grisolles le même arrive seulement à 28,3%. Pourquoi cette différence ? Il suffit de regarder en parallèle le score du FN : 9% à Caylus et 16% à Grisolles ! Le score le plus bas est venu du canton rural de Castelsarrasin : 25,3%

Un tel résultat est de nature à faire taire les divisions internes à la droite puisque Robert Lagrèze est élu. Dans les départements où les listes dissidentes ont été présentes elles n'ont pas pu s'imposer donc l'union a été bénéfique aux divers courants de l'UDF et du RPR.



## Liste Jean-Pierre Cave en 1998

Les noms de la liste sont à la partie documents.



### L'autre droite

Bernard Grimal avait été heureux de se retrouver sur la liste Cave en 1992 mais cette fois il doit faire cavalier seul en créant une *liste d'union et d'action pour la ruralité, l'agriculture et l'identité culturelle*.

Une fois de plus, nous trouvons l'opposition entre le local et le national, par la dénonciation qu'il fait de « l'attitude et des démarches confuses des responsables des grandes formations politiques du département plus prompts à obéir aux états majors toulousains et nationaux qu'à prendre en compte les réalités locales. »

Les animateurs de la liste n'ont manifestement pas oublié le succès en 1992 de la liste CPNT et visent directement cet électorat en ayant à leur actif des responsabilités plus importantes que celles des candidats CPNT. On peut même lire le mot Occitanie sur la profession de foi, mot absent des autres textes même si la croix occitane est devenue l'emblème de la région.

Avec Bernard Grimal, c'est encore de Caussade que vient la surprise avec cette liste « d'hommes et de femmes libres ». Mais, en 1998, la référence constante à l'agriculture ne va pas faire recette.

Avec un score de 3,8% on peut presque dire qu'une page de l'histoire agricole du Tarn-et-Garonne est tournée. Même avec un score de 4,6% sur Caussade ou des scores supérieurs dans deux zones agricoles opposées (5,5% à Caylus et 6,5% à Lavit) le compte n'y est pas et Bernard Grimal ne pourra donc pas aller à Toulouse « porter un langage de vérité et de sincérité sans agressivité ni simplisme ni démagogie ».

### La liste fantôme

Juste avant l'annonce de la liste Cave, une liste fantôme est annoncée dans la presse, avec photo à l'appui, liste dont le RPR obtiendra cette fois le retrait grâce à un accord avec la liste Cave (il n'avait pas réussi avec Jean Bonhomme). Il est très utile de la présenter même si les électeurs ne purent s'exprimer sur ce point.

Robert Lagrèze, conseiller régional sortant, écarté des accords nationaux RPR-UDF présente une liste soutenue par des militants RPR et le MPF de Philippe de Villiers, une liste qui évite toute polémique avec celle de droite dans l'espoir d'un accord de dernière minute.

Sur cette liste, la deuxième s'appelle Brigitte Barèges qui fait donc une entrée contrariée en politique puisqu'elle sera presque frustrée de toute campagne. Elle imprime sa marque à la liste puisqu'elle réussit à y imposer la parité. Elle a alors 44 ans. Le suivant est le président

départemental du MPF, un dentiste de Caussade, Pierre Pousthomis. On retrouvera le jeune président départemental du RPR, chargé de mission à Montech, Benoît Quebre.

Pour compléter la liste :

Christiane Andron, 58 ans, institutrice retraitée, MPF.

Séverine Faine, 21 ans, déléguée des jeunes RPR, étudiante en droit, Vazerac.

Gilles Bénech, 34 ans, RPR, agriculteur à Montesquieu.

Laurence Rozental, 44 ans, RPR, conseillère municipale de Montauban.

Cette liste disparaîtra mais Brigitte Barèges s'exprime pour la campagne Cave, au cours d'une grande réunion à Albias le 7 mars 1998. Nous reprenons le compte-rendu que fait de cette réunion le journaliste du *Journal du Tarn-et-Garonne*.

### **Texte prémonitoire de mars 1998 sur le *Journal du Tarn-et-Garonne***



En politique, il y a ceux qui pensent mais ne disent pas. Il y en a d'autres qui disent ce qu'ils pensent. Me Barèges, présente dans la salle des fêtes d'Albias samedi derniers a livré une véritable bataille verbale et de conviction à tous ceux qui voudraient se jouer de la démocratie. Fustigeant le quotidien local dont le sous-titre ne dupe personne, Me Barèges a demandé à tous de s'employer à combattre, sous toutes les formes républicaines possibles, dont la première d'entre elles le vote aux prochaines élections, le Seigneur de ce département. Elle n'a pas manqué de souligner le rôle important d'équilibre de l'opinion publique, que peut jouer le *Journal du Tarn-et-Garonne*. Un courage politique que n'ont pas manqué de remarquer les responsables départementaux tant du RPR que de l'UDF. A l'heure de la féminisation de la vie politique, Me Barèges se pose en future candidate potentielle. En tout cas, son discours a séduit toute la salle, peu habituée à voir une politicienne aussi percutante.. et charmante à la fois ; les deux n'étant pas incompatibles.



**Dessin de Jean-Marie Courtot dans *Point Gauche !* après les municipales de 1995 à Montauban**

En politique, l'essentiel, c'est de durer. De Gaulle, Mitterrand, Chirac et aujourd'hui Sarkozy en ont fait la démonstration. Or, il est difficile de prévoir qui va pouvoir durer et qui fera une apparition éphémère. Le cas de Jean-Pierre Cave entre totalement dans la catégorie des effets passagers que le dessin représente bien.

## **PRG-PS-PCF**

Si Jean-Michel Baylet n'a pas trouvé de place de ministre dans le gouvernement Jospin, localement il continue de marquer des points en obtenant pour son ami de Valence d'Agen, Jacques Bousquet, le poste de tête de liste pour le PRG-PS-PCF. La composition de cette liste n'est pas de tout repos y compris pour le PRG. Nous verrons, avec la liste suivante la dissidence provoquée au sein du PS.

Au sein du PRG, Jean-Michel Baylet pense que son parti est bien placé pour obtenir la présidence de la région (voir plus loin) et il imagine un temps être le tête de liste en Tarn-et-Garonne pour ensuite accéder à cette fonction. Quand il décide de laisser sa place, le sortant Paul Couronne peut espérer l'occuper, tandis que beaucoup de militants penchent pour l'avocat montalbanais, Thierry Deville. Finalement Jacques Bouquet de Valence d'Agen occupe le poste.

L'entrée dans l'union du PCF permet au PRG d'éviter le face à face difficile avec le PS. Pour demander ensuite l'exclusion du PS de Jean-Claude Héral, toutes les composantes de la liste sont appelées à intervenir, tout comme Lionel Jospin et la direction du PS.

Etienne Astoul a cette explication :

« Je comprends pourquoi Jean-Claude Héral ne voulait pas d'accord avec nos partenaires de gauche. Il défendait des positions dures pour en arriver à cette rupture et à sa candidature qui répond davantage à une ambition personnelle. Elle prime sur l'intérêt de tous. »

Cette année là le PS a quatre listes dissidentes : Bouches-du-Rhône, Côte d'Or, Charente et Tarn-et-Garonne.

Manifestement, depuis 1986, le PRG a fait beaucoup de chemin. Concernant les cantonales la domination de ce parti n'est plus contestable par personne et encore moins par le PS. Les deux sénateurs sont bel et bien du PRG.

La liste s'intitule : « Changeons l'avenir de Midi-Pyrénées » et pour ça : « Avec une gauche rassemblée, ayons ensemble, l'ambition de faire de Midi-Pyrénées, pour le Tarn-et-Garonne, une région exemplaire. » indique Jacques Bousquet.

Le texte, la présentation, tout indique un travail de conseiller en communication car même pour une élection régionale, nous entrons dans la « modernité ».

Prenons la question de la culture : « La diffusion culturelle dans notre région passe le plus souvent pas de petites structures. Nous nous engageons à leur apporter un soutien actif et permanent. »

Avec 28,6% des exprimés cette liste Bousquet-Malvy obtient très nettement le plus mauvais score de Midi-Pyrénées pour la Gauche Plurielle. Il est vrai c'est une liste sans les Verts (ils seront présents de manière autonome dans 5 départements) mais la liste du Tarn qui est dans le même cas obtiendra 10% de plus ! Le meilleur score viendra bien sûr de l'Ariège où cette liste passe le 46%.

Cependant le journaliste de *La Dépêche* indique : « La liste de droite devance de trois points la liste de Jacques Bousquet (gauche plurielle) dont la première apparition dans un scrutin de cette importance est prometteuse. Il était en effet le moins connu des candidats importants. » A Valence d'Agen le résultat sera le meilleur du département pour cette liste puisque sur l'ensemble du canton le score atteint presque 41%. Le score le plus bas est obtenu sur le canton de Monclar de Quercy avec seulement 17%.

## **L'élection du président de la région**

Au soir du premier tour des élections régionales la gauche est en tête mais sans majorité (voir tableau à ce sujet). Marc Censi se représente et est élu avec les voix du FN. Après discussion avec ses partenaires il démissionne mais en espérant reconstruire une majorité (le vote des chasseurs devient important).

Côté gauche même après la démission de Censi, le PRG répète qu'il est le mieux placé pour gagner la région pour la gauche. Gérard Lamotte dans un article au titre clair « Jean-Michel Baylet durcit le ton » montre comment la négociation est générale. Négociation sur les vice-présidents en Midi-Pyrénées, négociations sur les postes de présidents des Conseils généraux, négociation enfin sur la présidence de Midi-Pyrénées.

« Le PRG qui peut prétendre exercer son autorité sur la Haute-Corse, la Haute-Saône, l'Ardèche et le Gers, envisage de présenter un candidat à la présidence de tous les conseils généraux où son influence serait déterminante. »

Jean-Michel Baylet a cette formule :

« On nous dit sages et raisonnables : sages nous le sommes ; raisonnables nous ne le serons pas pour deux. »

Finalement Martin Malvy sera élu président de la région après plus d'une semaine de tractations qui lui permettent d'obtenir l'appui des non inscrits pour avoir une majorité stable.

### **Le PS dissident**

La constitution de la liste « gauche plurielle » laissant peu de place au PS, c'est donc naturellement que le réflexe de 1986 est réapparu. Jean-Claude Héral, le secrétaire fédéral, pensa, après sa démission du PS, qu'il pouvait rééditer le même exploit. Sauf qu'il était de Réalville et non maire de Montauban, sauf que l'alliance avec le PCF démontrait le souci non hégémonique du PRG, et sauf que depuis 1986 la droite gouvernait la région et qu'il était enfin possible d'espérer une victoire de la gauche que la petite liste du 82 pouvait perturber (au soir des élections la gauche plurielle regrettera qu'un élu PS ait été perdu à cause de la liste Héral).

L'argument majeur de Jean-Claude Héral c'est qu'il était le seul conseiller régional de gauche sortant et il dit : « j'ai participé à l'élaboration du programme régional des socialistes. J'estime donc être en situation d'en assurer la mise en oeuvre avec les élus de mon équipe dans la future majorité de gauche. »

Cette argumentation se détruit par elle-même puisque la liste soutenue par l'éventuelle majorité de gauche c'était... celle de Jacques Bousquet.

Par l'intermédiaire du *Journal du Tarn et Garonne* Jean Claude Héral a décidé de ne pas être tendre envers le PRG en réponse à la question sur le pourquoi de sa démission :

« Comme vous le savez, en Tarn et Garonne il y a des réserves d'Indiens où ce ne sont pas les électeurs qui décident mais un grand conseil présidé par un chef de tribu. Si l'on ne fait pas partie de la tribu, on n'a pas le droit d'être candidat. Si un indien atteint par la limite d'âge, comme c'est le cas dans la cité uvale, ne se représente pas, le grand chef dépêche un de ses braves. Les petits chefs doivent se taire sinon ils n'auront pas le droit à leur petit nuage de fumée dans le tam-tam local (...) Cela pourrait être drôle, M. Paga, si le dernier des Mohicans ne s'appelait pas M. Baylet, le grand conseil, quelques élus de ce département et les couillons, tous nos concitoyens. Alors j'ai décidé de ne plus jouer. ».

Jean-Claude Héral a décidé de ne plus jouer mais est présent tout de même pour cette élection. Le titre de la liste reprenant un lieu commun « La politique autrement » elle se veut à la fois socialiste et différente des socialistes.

« Monsieur Baylet briguant la présidence de la Région, a revendiqué la tête de liste en Tarn-et-Garonne. Après le désistement des Verts et du MDC, qui ont refusé de participer à une telle aventure, Monsieur Baylet s'est retiré et a composé une liste avec des candidats à sa convenance, déléguant le Radical Jacques Bousquet pour conduire la liste en place. »

La liste Héral, pour échapper sans doute à l'image néfaste de la dissidence évite le mot « contre » dans la profession de foi afin de mettre en valeur le « POUR » en lettres capitales. Pour l'emploi, l'éducation, le sport, la culture, l'agriculture, les transports et l'aménagement du territoire.

Il s'agit très exactement du listing des compétences du Conseil régional d'alors.



On devine par exemple que le chapitre sur l'agriculture a été rédigé par le responsable de la Confédération paysanne qu'on trouve sur sa liste, Max Andreï :

« Pour l'agriculture :

L'important aujourd'hui n'est pas de produire plus, mais de produire mieux. Qualité des produits, identité régionale et arrêt de l'agression sur l'environnement. La société aujourd'hui plus que jamais a besoin de ses paysans. C'est une question de survie pour le monde rural. La Région avec les autres collectivités territoriales doit y veiller. »

Un autre militant du même syndicat, Claude Cavaillé, candidat sur la liste Verte-Gauche 92, a participé à cette rédaction de la question pour sa liste et voici le résultat :

« La Région doit prendre les compétences en matière agricole pour mettre en application les orientations suivantes :

- Plafonner et répartir les aides pour le maintien d'une petite et moyenne paysannerie, l'installation des jeunes, néo-ruraux et chômeurs porteurs d'un projet de vie rurale...
- Encourager toutes les initiatives viables pour le développement d'une agriculture créant du lien social : association de production, vente accueil... et favoriser les circuits courts du producteur au consommateur.
- Aider les agriculteurs pour une maîtrise des pollutions agricoles.
- Développer les filières d'agriculture non intensive et biologique. »

Avec 4,48% non seulement Héral rate son élection mais il rate de plus la barre des 5% qui permet d'accéder au remboursement des frais. Pas surprenant si dans le canton de Valence il arrive en dernière position (3%) et si dans celui de Caussade il fait presque son meilleur score (7,3%). C'est la canton de Castelsarrasin rural qui aurait pu le faire rêver avec 8,5% des exprimés.

Cette contestation socialiste se double du retour du candidat José Ibarz sur le canton de Caussade où Yvon Collin a contre lui... le fils de Jean Bonhomme. José Ibarz ne sera pas plus tendre que J-C Héral en s'adressant aux socialistes :

« Vous n'apparaissez plus comme un mouvement à l'écoute de la population. Vous n'apparaissez plus comme un mouvement porteur de projet. Vous apparaissez comme une association de courtisans en quête de reconnaissance et de notables, soucieux de leur réélection en s'acoquinant avec les radicaux dont ils auront négocié le soutien par un serment d'allégeance. » Le PRG portera plainte devant les tribunaux pour diffamation.

Au même moment sur le canton, Yves Vidaillac est candidat de Gauche 92 avec ce slogan : « Oui à la démocratie, non aux notables ». Au second tour, fidèle à la position de son mouvement il indiquera qu'il ne peut y avoir d'appel à voter pour Yvon Collin mais que lui à titre personnel il souhaite son succès. Un succès qui n'aura pas lieu ! François Bonhomme devient le jeune conseiller général du canton alors que le sénateur maire avait l'appui de tous les maires du secteur ! Ce succès sera une surprise pour ceux qui pensent que les médias peuvent tout. C'est négliger la campagne de terrain réalisée par le père et le fils qui passèrent dans toutes les familles du canton pour défendre la candidature RPR.

D'un côté cette expérience confirme que la stratégie de la dissidence conduit vers des impasses, mais aussi que la domination du PRG peut se heurter à des murs.

## **L'union Verts-Gauche 92**

Alors qu'en 1995, pour les municipales à Montauban, Roland Garrigues a préféré refuser toute union avec les Verts mais a accepté de laisser deux places à *Gauche 92*, voilà qu'en 1998 Verts et *Gauche 92* se retrouvent unis sur la même liste, preuve d'un positionnement des Verts plus clairement à gauche, et du souci tout aussi clair de défense de l'écologie de *Gauche 92*. Pour poursuivre le paradoxe, aux municipales de 2001, Roland Garrigues proposera des places aux Verts et une seule place à *Gauche 92* en sachant qu'il essuierait un refus. Pour le PS, les « petits » sont toujours des objets manipulables.

En 1992 *Gauche 92* aurait pu envisager une union avec *Génération écologie*, et en 1998 le groupe a été sollicité pour rejoindre la liste dissidente du PS. Malheureusement ces listes

circonstanciennes n'annonçaient pas une action politique dans la durée même si, pour la liste PS dissidente, le MRC y avait une implication. C'est plutôt l'union avec la liste verte qui a été souhaité. Comme toute union, celle-ci a suscité des scepticismes, or elle avait ses cohérences fortes que nous vérifierons en 2004 puisque cette union sera reconduite... en partie à l'échelon de la région.

La profession de foi fonctionne avec une logique différente de celle du PCF ou de l'extrême gauche. Elle a un point de départ planétaire sans dire la solution c'est nous. La solution c'est le développement de la démocratie. « Or la démocratie, c'est mettre en débat nos convictions afin de les enrichir et de les faire partager ; mais c'est aussi le droit à l'originalité d'être une force de propositions, critique et responsable. »

Le socle commun entre les deux mouvements est présenté ainsi : démocratie citoyenne, laïcité, solidarité, parité. *Gauche 92* a souhaité le maintien de la référence à la laïcité. Pour les propositions elles se découpent en sept : transports, agriculture, environnement, économie-emploi, éducation formation, culture, services publics.

Le résultat de 5,9 % a déçu les *Verts* qui pensaient pouvoir ajouter les scores de 1992 (*Verts + G 92 + GE*) mais pas *Gauche 92* pour qui le contexte est nouveau : une liste *LO*, et surtout la présence de la liste dissidente du PS qui a dû capter une bonne part de l'électorat *GE*, une partie de celui des *Verts* de 92 allant vers la liste Grimal. De plus, en 92 les *Verts* étaient sans alliance alors qu'en 98 ils sont au gouvernement avec Jospin.

Dans la région, les listes vertes autonomes ont fait un score de 3,5% dans le Gers et de 7,7% dans l'Ariège avec deux listes de moins. Le résultat du TetG est donc dans l'ordre des choses en 98.

Les réunions organisées furent celle de Montauban avec Marie-Hélène Aubert, celle de Caussade et celle de Moissac.

Le résultat de 5,9% se situe entre le meilleur score sur le canton de Monclar 8,4% et le plus mauvais sur le canton de Valence où les écologistes n'ont pas les faveurs des électeurs depuis longtemps soit 3,9%. Pourquoi dans le canton qui bénéficie d'une centrale nucléaire les écologistes ne sont pas entendus ?

La preuve du bon fonctionnement de cette union se trouve dans les élections cantonales où quel que soit l'étiquette des candidats communs *Verts* ou *Gauche 92*, les résultats furent semblables. Montauban 1, aux Régionales 6,9 et le candidat *Gauche 92* aux cantonales 5,8. Caussade aux Régionales 5,5% et le candidat *Gauche 92* 4,3% sans être habitant de ce canton.

Bien sûr, dans cette union, *Gauche 92* gardait son autonomie quant à la position pour le second tour qui était celle... des *Verts* à leur début : pas de consigne à donner, que les électeurs choisissent par eux-mêmes.

Ainsi dans le canton où il m'est arrivé d'être candidat, le lendemain du premier tour j'ai été appelé par le candidat PS qui souhaitait un accord de désistement et une présence à sa réunion de second tour avec tous les soutiens possibles.

J'ai répondu que je participerai avec plaisir à cette réunion mais pour rappeler la position toujours affichée par *Gauche 92* : pas de consigne, à chaque électeur d'étudier les textes et de faire son choix.

Cette anecdote qui nous sort des Régionales de 98 puisque là il n'y avait qu'un tour, nous place cependant au cœur des questions d'alliances inévitables en politique et que le PS ne comprend qu'ainsi : suivez-nous, sauf qu'à l'heure des échecs se sont les alliés qui paient les frais plus que le PS lui-même ! En conséquence, pour le bien de la gauche elle-même, *Gauche 92* a toujours travaillé à l'invention d'une autre forme d'union : union oui, mais avec la possibilité de garder son autonomie.

Inévitablement, les battus de la gauche dans de telles circonstances se persuadent ensuite, même si les chiffres disent le contraire, qu'ils ont échoué faute de l'appel à voter pour eux de candidats *Verts*, *Gauche 92* ou autres. Le PS fait porter les raisons de l'échec sur les autres quand elles viennent surtout de lui. D'où un aveuglement qui, même quand il est sincère, est de mauvaise augure pour la suite.

## La liste Verts-Gauche 92



Au premier rang nous trouvons de gauche à droite, Eric Chailloux qui deviendra conseiller municipal de Montauban en 2001, Josette Aliès qui l'est à ce moment-là, Claude Cavaillé encore adjoint au maire de Caussade et Geneviève Delfau de Lavilledieu.

Au deuxième rang, Pierre Ravaille qui a été conseiller municipal de Montauban et conseiller régional, avec à côté, Sandrine Novarino, puis Alain Jean qui deviendra adjoint à Moissac, et tête de liste de l'Alternative aux Régionales de 2004. Enfin Françoise Planchard de Saint Antonin.

## La liste LO

Depuis 1968, l'extrême gauche trotskiste s'implante petit à petit dans le paysage politique autour de deux références, Arlette Laguiller qui par ses succès relatifs à l'élection présidentielle permet à son parti de bénéficier d'une ressource financière importante, et Alain Krivine qui défend la stratégie LCR. En Tarn-et-Garonne c'est un paradoxe mais c'est ainsi, alors que LO n'a pas d'existence (malgré une présence régulière sur le marché de Montauban de militants de Haute-Garonne) cette organisation est candidate depuis les législatives de 1993 dans les deux circonscriptions, tandis que la LCR après avoir soutenu Juquin commencera par une première apparition dans une circonscription du TetG en 1997 (après une apparition électorale entre 1977 et 1981). En 1998 nous retrouvons l'inamovible Jean-Claude Espinosa qui est la voix d'Arlette Laguiller. Au niveau régional la référence est Françoise Ratsimba qui viendra à Castelsarrasin pour soutenir la liste de ce département. Elle rappellera :

« Le seul moyen pour régler le problème du chômage est de s'en prendre aux profits des entreprises. Il suffirait de leur prendre le tiers de ces profits pendant un an pour reverser dans le même temps 8000 F par mois aux chômeurs, charges comprises. Cela prouve bien que les moyens financiers existent. Il faut simplement les prendre où ils sont. » Voici le message d'Arlette pour conclure la profession de foi :

« J'appelle les travailleuses et les travailleurs, électrices et électeurs, à voter pour la liste Lutte Ouvrière. C'est le seul moyen de faire entendre la voix du monde du travail. Plus vous serez nombreux à faire ce geste, plus on saura dans le pays que la colère gronde et que les travailleuses et les travailleurs en activité ou au chômage ne tarderont pas à exiger que ce soient les profiteurs de la crise qui la payent. »

Ce discours traverse les décennies, valable pour toutes les élections, il donnera des résultats suivant l'impact d'Arlette Laguiller dans les médias. Le texte est seulement économique. Le résultat de LO 4,2% plus important que celui de la liste Grimal 3,8% et presque à la même hauteur que elle de la liste Héрак 4,4%, correspond au résultat des autres listes LO de la région (sauf dans le Lot où le résultat est seulement de 2,8%). Le meilleur score est sur Castelsarrasin (5,2%) où une partie de l'électorat communiste, déçue de la participation du PCF au gouvernement Jospin a pu voter LO. Bourg de Visa et Lauzerte sont les plus allergiques au vote extrême-gauche. Le secteur d'Auvillar avec 4,55% continue de donner de bons résultats pour parti.

Par son score, cette liste révèle la montée en puissance de l'extrême gauche face aux déceptions de la gauche unie, montée qui pourra se traduire en Haute-Garonne par l'élection de deux élus LCR ce qui fait titrer à *La Dépêche* que « *les enfants du « Che » entrent au Conseil régional*. Expression indirectement confirmée en 2004 quand sur la photo de campagne la même liste LO-LCR présentera en fond une image du Che.

## CPNT



Ils se présentent sur la profession de foi de Tarn-et-Garonne comme « les vrais écologistes de terroir ». Ils proposent pour le conseil régional « des élus motivés pour la défense de la ruralité et de toutes ses valeurs. »

« Ni droite, ni gauche... plus de querelles politiciennes, mais de la bonne volonté et le retour du bon sens du terroir. » disent-ils. Le système politique devient un carcan auquel échappe les élus CPNT.

La défense des zones rurales c'est la défense de la pêche, de la chasse, le développement harmonieux entre la ville et la campagne, des emplois réels et durables, le maintien des services, la sauvegarde de l'environnement sans exclure les hommes etc.

Ce discours gentil, totalement centriste attire surtout des électeurs déçus par la droite et la gauche. Mais comment peut-il attirer des électeurs qui veulent peser sur les décisions car par avance les élus CPNT se placent en spectateurs de la vie du Conseil régional même s'ils assurent que leurs élus seront ASSIDUS ! Pour imposer le maintien de la poste par exemple il faut dénoncer les responsables de la casse, trouver des alliés syndicaux ou autres.

Une des raisons sous-entendues de la présence des listes CPNT, c'est l'Europe : « la région sera l'interlocuteur privilégié de l'Europe. » Or pour CPNT, l'Europe c'est l'ennemi qui ne veut pas reconnaître les traditions françaises. Le rejet de l'Europe est une des bases électorales de ce mouvement.

Avec 6,8% la liste CPNT ne crée pas la surprise de 1992 : pas d'élu au Conseil régional.

## Année 2004

Ce que le PS avait fait, il l'a défait. Le mode de scrutin des régionales a donc été changé par Jospin en 1999 puis à nouveau, sur les marges, par la droite en janvier 2003 afin d'éviter les événements de 1998 et avec l'idée de renforcer l'échelon régional au détriment de l'échelon départemental. Déjà en 1982 au moment des lois de décentralisation la place du département avait été remise en cause puis finalement il bénéficia lui aussi de la décentralisation ou décompression des compétences. En 2004, beaucoup de commentateurs de gauche évoquèrent surtout les modifications de la droite pour cacher la loi de 1999 (*loi relative au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux*).

Avec l'année 2004 nous assistons donc à une double modification : le mode de scrutin est copié sur celui des élections municipales (deux tours et une répartition à la proportionnelle de la moitié des postes, l'autre moitié allant directement au vainqueur) et la circonscription est régionale mais avec cependant des listes départementales.

Pour le dire autrement : une liste comme celle de Gauche 92 en 1992 devenait impossible si elle ne se répétait pas dans tous les départements. Et nous pourrions prendre l'exemple d'autres listes de droite ou de gauche qui ne furent que départementales. L'élection est donc remise entre les mains des gros bras de la politique.

Le phénomène d'union des listes devient plus urgent que jamais puisque les fusions entre les deux tours sont possibles uniquement avec les listes dépassant le 5% des exprimés ; et le maintien est possible pour celles qui passent la barre des 10% des inscrits.

Ce point est une modification introduite par la droite car la gauche avait après débat à l'Assemblée retenu le seuil de 5% à la demande des communistes qui de ce fait votèrent la loi. Si la droite pouvait se retrouver dans ce système, le PS s'y retrouvait encore plus car il savait très bien que le FN était le seul à pouvoir rester en course au deuxième tour, bloquant d'autant plus les succès de l'UMP que cet électorat FN est fidèle et refuse dans son ensemble de répondre à l'appel du vote utile pour la droite contre la gauche<sup>4</sup>.

La droite restaura une durée du mandat de 6 ans et non de 5 comme en avait décidé Jospin. Cette loi de la droite instaure l'obligation de listes départementales parties prenantes de la circonscription régionale à la place d'une seule liste régionale. Et enfin point crucial : « Le nombre de candidats figurant sur les sections départementales d chaque liste est fixé conformément au tableau n°7 annexé. **Au sein de chaque section, la liste est composée alternative-ment d'un candidat de chaque sexe.** »

Voilà comment en une ligne on modifie des comportements électoraux ! Et sur ce point, au risque de surprendre, j'indique que la droite est cohérente avec elle-même. Elle avait indiqué en 1999 : « attendons, pour modifier le mode de scrutin, le vote sur la parité afin d'imposer des listes 50% hommes et 50% femmes aux régionales. » Globalement Renaud Donnedieu de Vabres avait crié le plus fort contre la dit loi : « Le texte que vous proposez c'est le cadeau de Noël de M. Jospin aux communistes et au Front national. »

A cette époque là, j'étais intervenu dans divers journaux pour alerter sur les évolutions du mode de scrutin et je donne en annexe un texte publié par *La Dépêche*.

Comme je le disais alors, il ne s'agit pas là de calculs d'apothicaires mais de ceux de tout mode de scrutin à travers l'histoire et les pays. Il ne suffit pas de dire « voter » : l'essentiel c'est de savoir dans quelles conditions on vote, avec listes électorales, isolements, dépouillement public etc. Il m'est arrivé de participer à une élection au Canada et je me suis étonné qu'après le dépouillement chaque bureau de vote n'affiche pas ses résultats, absents ensuite dans la presse qui donne seulement le résultat global. C'est un facteur démobilisateur pour le citoyen et source de soupçons quant à la transmission des résultats. Il est arrivé en France qu'un bureau de vote, par erreur, transmette mal les résultats. La correction a pu se faire rapidement puisque chaque parti avait connaissance des données précises par bureau.

---

<sup>4</sup> Aux Régionales de 2004 il passa de 11,7 à 12, 2 et en Tarn-et-Garonne, ses meilleurs résultats de la région de 17,1 à 17,8.

Bref, pour les régionales de 2004 sur l'ensemble des régions, en plus des listes dirigées par le PS et l'UMP peuvent se maintenir presque partout les listes du FN (sauf en Bretagne et Auvergne, Pays de Loire), six listes UDF avec Bayrou en Aquitaine, Arthuis en Pays de Loire, et celles du Centre, de Bourgogne, de Haute-Normandie et de Bretagne ; deux listes PCF en Picardie et dans le Nord ; la listes Verte en Rhône-Alpes.

Pouvaient négocier : la liste Alternative en Midi-Pyrénées ; la liste PCF en Ile-de-France ; les trois listes Vertes en Nord-Pas de Calais, Auvergne et Champagne-Ardenne ; deux listes LO-LCR en Picardie et Haute-Normandie ; deux listes UDF en Languedoc-Roussillon et Franche-Comté, une liste divers droits en Lorraine, la liste CNPT de Saint Josse, une liste PRG Verts en Basse-Normandie, les Régionalistes en Bretagne, et la liste Waechter en Alsace. Mais revenons en Tarn-et-Garonne.

Voyons rapidement les résultats de la nouvelle loi suite aux résultats :

- la parité est en effet mise en place donc sur 91 élus il y a encore à présents 45 femmes.
- on découvre comme dans les mairies et communautés de communes une inflation des vice-présidences. De huit on passe à quinze !

Quelques-uns sont reconduits à leur poste.

Pour Malvy I en 1998 il y avait : Alain Beneteau (universitaire PS, 31), Guy Debuisson (avocat PRG, 31), Bernard Marquié (Cadre SNCF, PCF, 31), Marie-Françoise Mendez (éducatrice spécialisée, Verts, 31), Jeanne Etori (enseignante PS, 09), Bernard Raynaud (directeur de société PRG 81), Josée Souque (secrétaire PCF, 09) et Pierre Lacombe (retraité PS, 12).

**Pour Malvy II en 2004** il y a jusqu'à aujourd'hui : Iborra Monique (cadre hospitalier, PS, 31), Marziani Charles (fonctionnaire territorial, PCF, 31), Bernard Raynaud (directeur de société PRG 81), Bascoul Marie-Claude (ingénieur en formation continue, PS, 81) Josée Souque (secrétaire PCF, 09), Alain Beneteau (universitaire PS, 31), Breton Héléne (retraîtée éducation nationale, PS, 31), Carballido Marc (chargé de mission, PS, 09), Forgues Pierre (prof retraité, PS, 65), Guerin Philippe (consultant, PRG, 31), Guilhaumon Jean-Louis (principal de collège, PS, 32), Salomon Dominique (fonctionnaire territoriale, PRG, 82), Traval Jean-Claude (cadre fonction publique, PS, 31), Vieu Marie-Pierre, (chercheur, PCF, 65).

Voyons à présent les résultats par listes en Tarn-et-Garonne.

### Elus de 2004 en Tarn-et-Garonne





## Le Front National

Dans la région Midi-Pyrénées le F.N. modifie son image centrée jusqu'alors sur le cas de Bernard Antony l'homme de Castres. Un jeune nouveau, docteur en droit va se lancer dans l'action. Louis Aliot sera content des résultats au soir du second tour. Son électorat a bien tenu comme nous l'avons déjà indiqué.

Comme on le vérifie encore, les candidats FN sont souvent des personnalités et non des citoyens de la base. Dans la liste du Tarn-et-Garonne on trouve comme souvent beaucoup de retraités et des personnes liées au monde militaire. Quant aux noms à consonance étrangère ils sont peut-être plus divers et plus nombreux que sur d'autres listes. Philippe Riey continue de rassembler sur son nom le plus fort pourcentage FN de la région. Il me paraît important de mesurer les écarts d'abord sur la région : au second tour, pour une moyenne de 12,24% le FN réalise un score le plus bas de 8,2% en Aveyron et le plus haut de 17,8% en Tarn-et-Garonne. Quand le résultat est de 10,4% à Toulouse, il est de 22,08% à Moissac ! Car les écarts sont aussi très importants au sein du Tarn-et-Garonne : avec les pics de Moissac, Castelsarrasin rural, et des résultats autour de 9 et 10% sur le secteur Caylus et Saint-Antonin.

Cependant quand Louis Aliot déclare : « Tant que les cadres de l'UMP et de l'UDF considèreront que 10 à 13% de l'électorat ne sont pas fréquentables, il faudra s'attendre à des déconvenues de la sorte. », il anticipe mal : les déconvenues seront pour le FN.



## Quelques représentants du FN

### L'UMP

La liste n'est pas composée avec des éléments notoires de la nouvelle mairie de droite de Montauban. Le nom de Laurence Rozenthal adjointe au maire aux affaires sociales avait circulé mais sans suite.

Jean-Pierre Cave est toujours là en tête de liste, lui qui n'a aucun autre mandat. Jean-Jacques Récizac a nouveau candidat ne peut cependant espérer être élu. Avec la loi sur la parité et la préséance qu'il doit au député Jacques Briat, il se trouve seulement en cinquième position.

Depuis 2004 Jacques Briat a perdu son poste de député en 2007 et celui de conseiller municipal en 2008. Va-t-il retrouver une place sur la liste conduite cette fois, régionalement, par Brigitte Barèges ? C'est improbable.

Pour la liste Cave-Godfrain (18,4%) les résultats seront aussi mauvais en T-et-G qu'ailleurs (sauf l'Aveyron bien sûr avec 32,1%).

Après l'ère Jean Bonhomme et l'ère Jean-Pierre Cave, la droite du Tarn-et-Garonne se doit de chercher un nouveau souffle, celui qui représente Brigitte Barèges.

## L'UDF

Michel Valdiguié, adjoint au maire de Toulouse, continue d'être fidèle à François Bayrou mais pour le Tarn-et-Garonne il a perdu la tête de liste de 2004, Valérie Rabassa, alors adjointe au maire de Montech. A présent elle est inscrite au groupe UMP et elle est devenue maire de Montech où elle l'emporta aux dernières municipales... sur un membre de l'UMP, M. Lagrèze !

Sa campagne électorale dynamique aux régionales a surpris les électeurs. C'est une élection qui donne une dimension départementale au tête de liste, alors que le Conseiller général même s'il a vocation à gérer le département reste repérable surtout sur son canton et quant aux députés ils sont attachés à une circonscription, pas question qu'ils inaugurent un quelconque monument en dehors de ce territoire.

Valérie Rabassa crée sans doute la surprise d'abord au sein même du Conseil municipal de Montech dirigé par Robert Lagrèze qui avait été Conseiller régional pour la droite (il laissera sa place à une autre de ses adjointes, Josette Vernhes).

Elle aura la tâche d'autant plus facile que régionale-ment son tête de liste n'occupe pas le devant de la scène. *La Dépêche* évoquera pour la diriger Marc Censi : « Si le maire de Rodez, Marc Censi, se décidait à prendre la tête d'une liste centriste élargie aux chasseurs, à des élus sortants non inscrits, l'autonomie lèverait plus d'enthousiasme. » Oui, nous vivons le temps où des journalistes de plusieurs quotidiens sont prêts à se faire conseillers politiques ! Cependant, l'idée était si saugrenue que la tête de liste de l'UMP en Aveyron n'est autre que Yves Censi.

C'est le 19 décembre que finalement Michel Valdiguié met fin au suspens. Des sondages sont évoqués quant au mode de sélection des candidats.

Le résultat en T-et-G correspond à la moyenne régionale (10,14% en tout contre 10,06 dans le 82). Sur Montech Valérie Rabassa fait juste un peu mieux (10,54%) et il y aurait un cas de figure à étudier : Castelsarrasin où dans le canton urbain c'est 15,3% et dans le rural c'est 9,3%. Inversement dans le canton urbain le FN fait 16,1% mais dans le rural 21,4%.

La liste pourra fusionner au second tour avec l'UMP et Valérie Rabassa y obtiendra la deuxième place ce qui lui permettra d'être élue.

## Le PS-PRG-PCF

La liste Malvy en Tarn-et-Garonne reprend le principe de 1998 avec cependant une féminisation obligatoire qui fait qu'après Jacques Bousquet pour le PRG il y a une socialiste, Sylvette Brian puis Hugues Bauchy pour PCF assure son élection avec la troisième place. Ensuite le même schéma reprend avec une membre du PRG qui deviendra vice-présidente, Dominique Salomon et en cinquième place le secrétaire fédéral du PS, Christian Manric. Avec quatre élus, le PRG en place deux, tandis que PS et PCF en ont un chacun.

Comme je l'ai indiqué Sylvette Brian née Cavaillé à Montauban en 1968 décède subitement à Toulouse en 2007 (rupture d'anévrisme). Michel Ferrer<sup>5</sup> dans son *Abécédaire* fait le portrait de cette jeune femme : « Au cours d'un entretien en 2004 elle se confie : « Mon engagement régional n'a rien de personnel. Ce qui m'intéresse, c'est de pouvoir apporter quelque chose à la collectivité. Je suis dans une dynamique qui me permet d'être à l'écoute et de faire remonter les informations afin de donner une dimension régionale à l'agriculture. » »

En effet elle était agricultrice ayant pris la suite sur la propriété familiale. Elle prit aussi la suite politiquement puisque Raymond Cavaillé son père a été longtemps maire de Cazals, le village où elle vivait. Ce qui permet de vérifier que souvent les militants politiques sont les enfants de militants politiques.

La médiatisation de la liste par *La Dépêche* se fera plus avec un nom comme celui de Christian Califano, présenté comme sportif de haut niveau et qui en effet est très connu, que par les candidats des villes et villages. Très important : « Ce monument du rugby national, précurseur d'un projet d'avant mobile et polyvalent, a la réputation d'être un « homme de gauche ». Il jouit en tout cas d'une grande popularité dans le public... »

---

<sup>5</sup> Michel Ferrer *Abécédaire de noble-val*, collection du beffroi, 2008, 234 pages



La politique se fait de plus en plus à coup d'images et la popularité importe plus que la compétence à l'heure du vote. Quoi de plus adapté à une élection régionale qu'un joueur de rugby ?

La vraie présentation de la liste PS-PCF-PRG du Tarn-et-Garonne se fera le 10 février 2004, un mois avant le vote, à la salle des Fêtes de Bressols par une journée ensoleillée. Les discours seront prononcés par Jacques Bousquet, Hugues Bauchy, Christian Manric et Martin Malvy. Que des hommes à l'heure de la parité. Ce n'est qu'au bout d'un long moment qu'Yvette Frot, une des candidates, que je découvrais pour la première fois, prit la parole pour rappeler la parité. Hugues Bauchy pensa alors judicieux de faire un peu d'humour en observant qu'à présent, les femmes seraient cantonnées à 50% de candidatures ! (la loi sur la parité interdit par exemple des listes de femmes). Mais elle se trompa en attribuant l'instauration de la parité à la gauche : pour les Régionales nous la devons à la droite.

Le résultat sera le plus mauvais de tout Midi-Pyrénées : 41,3% régionalement contre 35,1% en Tarn-et-Garonne au premier tour. Et au second tour même phénomène : 57,3% contre 50,7%

Et à Valence d'Agen ? 46,6% au premier tour c'est incontestablement le meilleur résultat du département. Mais le canton de Valence, vu sa population (7178 inscrits) ne peut pas être l'hirondelle qui annonce le printemps.

Peut-être pour vérifier si les promesses ont été tenues citons les trois priorités répétées par Martin Malvy :

« La recherche et l'innovation seront la grande cause nationale de ces six années. Il y aura en Midi-Pyrénées un institut de l'innovation. Mais la priorité renforcée demeure l'emploi. Développement des zones d'activités dans tous les bassins d'emploi, nouvelles maisons communes emploi-formation, contrats premier emploi pour les jeunes : les mesures seront mises en chantier dès 2005. »

### **L'Alternative en Midi-Pyrénées (AMP)**

Cette liste sans équivalent en France sera une des surprises du scrutin. La logique aurait voulu qu'il y ait une liste verte ouverte à des citoyens et il y a eu une liste de divers courants en union avec les Verts.

L'idée d'une telle liste commença à être étudiée en Tarn-et-Garonne le 8 avril 2003 à l'initiative de membres des *Verts*, du PCF, de *Gauche 92*, et de citoyens souhaitant une union de la gauche de gauche. Une nouvelle réunion rassembla le 30 juin André Greder, David Pelisser, Marie-Claude Manera, Marie-France Durand, Jean-Paul Damaggio, Jean-Marc Panfili, Jean-Michel Anselmi, Philippe Debaigt, Bernard Garcès. Au même moment Yves Salesse lançait avec Politis, un appel pour une alternative à gauche. « Nous discuterons de la possibilité de prolonger cette démarche lors des élections de 2004 qui pourraient être l'occasion de rassembler des millions de personnes autour de l'alternative à gauche. » A la rentrée de septembre, en prolongement de cet appel, une réunion a lieu à Toulouse où Yves Salesse se montre défavorable à une présence aux régionales. Il pensait surtout aux Européennes de juin 2004 ! Mais sur Toulouse l'idée travaillée sur Montauban est reprise.

Comme souvent en politique, les personnes sont plus déterminantes que les idées, et en l'occurrence la première personne s'appelle Salah Amokrane qui avait pu fédérer aux municipales de Toulouse, en 2001, sans le soutien d'aucun parti et sous l'étiquette Motivé-e-s, 12% de l'électorat. En réalité, avec du recul nous pouvons dire que cette expérience avait été conduite sous le contrôle des médias. Quand les médias ne seront plus là pour soutenir l'expérience novatrice, elle finira en queue de poisson.

La deuxième personne, c'est François Simon qui avait été la tête de liste PS aux municipales de 2001 et qui avait accepté de négocier avec les Motivé-e-s pour aboutir finalement à un accord.

François Simon, Jean-Pierre Bataille, Jean-Michel Clavel vont se compléter pour tenter de construire une liste avec les Motivé-e-s d'abord, les Alternatifs, avec les Verts ensuite (où Pierre Labeyrie et Dominique Liot prirent très tôt position en faveur d'une telle liste), en rêvant d'y ajouter le PCF et la LCR.

La majorité des Motivé-e-s refusa sous prétexte qu'ils étaient occupés par Toulouse et ne souhaitaient pas élargir leur champ d'intervention, ce qui signait leur fin politique.

Les Alternatifs donnèrent leur accord avec des réticences du côté des Alternatifs toulousains liés aux Motivé-e-s.

Les Verts hésitèrent tant et si bien que le 20 novembre 2003 ils présentaient leur tête de liste verte à Montauban sans rien dire du projet de l'alternative, alors que le lendemain une importante réunion rassemblait 300 personnes pour la dite alternative à Toulouse.

Les communistes après deux votes des militants décidèrent en janvier d'aller dès le premier tour avec le PS-PRG (un boulette de *l'Huma-Dimanche* de décembre avait déjà annoncé cette décision sans doute après lecture de *La Dépêche* qui avait donné la fausse info en *Une* !)<sup>6</sup>. En Tarn-et-Garonne la liste sera finalement conduite par Alain Jean, comme les Verts l'avaient prévu avec l'appui de militants communistes, d'un membre du Partit Occitan et d'altermondialistes.

Le Tarn-et-Garonne est sans doute le département où le PCF fut conduit au grand écart le plus marquant (avec peut-être la Haute-Garonne). Tout en soutenant Hugues Bauchy candidat sur la liste Bousquet, certains membres apporte leur aide à la liste Alain Jean en proposant les candidatures de Marie-Claude Bouyssi et Jean-Marc Panfili, deux personnes qu'on retrouvera élus au conseil municipal de Montauban en 2007 avec *Montauban Citoyenne*, après qu'Hugues Bauchy et Marie-Claude Bouyssi se soient retrouvés au coude à coude dès septembre 2004, pour représenter le PCF sur la même profession de foi aux sénatoriales.

Le score sera relativement important pour une telle liste : la moyenne de 8,6% s'échelonne entre 6,74 pour le Lot et 9,33 pour la Haute Garonne. Le Tarn-et-Garonne est à mi chemin avec 7,9%.

Un tel score permettait une fusion avec la liste PS-PRG-PCF mais celle-ci ayant 41,3% au premier tour, avec seulement 18,9% pour la droite, handicapée de plus par le maintien du FN, la discussion devenait inutile.

Bien sûr, pour la forme, il fallait faire porter l'échec des négociations sur l'AMP.

Pour l'Alternative, la question du second tour est toujours un casse-tête. Après tergiversations, le principe d'une « fusion sans solidarité de gestion » avait été retenu presque à l'unanimité : il s'agit d'une fusion qui permet à chacun de garder sa liberté surtout au moment du vote du budget. Sur la profession de foi il est écrit : « Pour le second tour nous proposons aux listes de gauche une coalition pour battre la droite et l'extrême droite. Cette coalition devra se faire par la prise en compte de nos propositions et à la proportionnelle des voix obtenues par chaque liste. »

Nous savons à présent que pour le PS, cette phrase signifie pour longtemps : pas de fusion possible ! Aux municipales de 2007 à Toulouse par refus d'union sur cette même base, le PS a failli perdre l'élection !

Pour le PS et ses alliés, toute démarche alternative doit soit se soumettre soit de démettre et le résultat électoral du premier tour n'entre pas en ligne de compte.

Quant aux propositions à prendre en compte, il faut en douter. Marie-Françoise Mendez des Verts membre sortante de la Commission permanente a pu vérifier le manque d'attention général à ses propositions, et pourtant elle souhaitait une union dès le premier tour avec le PS !

Certains en ont déduit : une liste pour rien !

Cette liste s'inscrit tout au contraire dans un effort, une recherche déjà ancienne, du PSU aux comités Juquin, en passant par des dizaines initiatives sociales. Après les élections l'AMP a continué une action démocratique pour aider les faucheurs volontaires, pour diffuser de l'information pour son bimestriel et pour alimenter la discussion politique qui est de plus en plus rare.

Je le répète, je ne m'exprime ici qu'en tant qu'observateur sans souci de défense de tel ou tel même si mes préférences sont connues.

---

<sup>6</sup> Tous les événements concernant cette liste sont racontés dans une brochure de 80 pages : Elections régionales 2004, Toulouse-Montauban, Vingt portraits pour quel projet ? ainsi que sur quelques numéros de Point Gauche !



## LO-LCR

Pour la première fois en Tarn-et-Garonne la LCR participe à cette élection en alliance avec Lutte Ouvrière d'où, la tête de liste confiée au candidat habituel de ce parti dans le département, Jean-Claude Espinosa. En n°2 nous trouvons une militante de la LCR qui fut la première candidate de ce parti aux législatives en 1998 (il y avait eu un candidat homme en 1981 mais rien depuis).

Régionalement c'est Lucien Sanchez, LCR, qui est le candidat de référence ayant derrière lui un mandat de conseiller régional qui, avec Eliane Assanelli, le poussa dans des dizaines d'endroits pour défendre les droits sociaux en lien avec les questions régionales.

En 2004, le succès de la LCR aux présidentielles de 2002, et le résultat de LO pouvaient apporter l'espoir d'un score au-delà de 5% (cette barrière est importante car elle conditionne le remboursement des frais par l'Etat or une élection sur toute une région ça coûte cher !). Mais les élections se suivent sans se ressembler. L'échec fut clair et net puisque le résultat dépasse à peine le score de Besancenot à la présidentielle (4,8% sur toute la région).

En Tarn et Garonne le score est dans la moyenne générale (4,7%) (celui de LO en 1998), le meilleur étant dans les Hautes-Pyrénées (6,4%). Parce que l'action locale de la LCR et de LO y est plus forte ? Pas du tout : il s'agit plus exactement d'un département où le PCF fut puissant ; le score de l'extrême gauche se nourrit souvent de la déception de communistes. De plus c'est l'endroit où la liste de l'AMP était conduite par une militante du Partit Occitan qui était tarnaise.

Au sein du 82 les meilleurs scores de la liste sont sur les cantons d'Auvillar (6,7%) et de Verdun (6,5%) où la présence de LO et de la LCR n'est pas de notoriété publique.

Est-ce que cet échec global a été influencé par la présence de la liste AMP ? Si on compare avec les autres régions, on s'aperçoit que les résultats sont similaires à ceux de Midi-Pyrénées. Les meilleurs scores régionaux sont dans les régions Centre et Haute-Normandie.

La grande réunion publique tarn et garonnaise de la liste a eu lieu le jeudi 26 février à la Maison du Peuple de Montauban à 20h 30 en présence bien sûr de Lucien Sanchez dont le tract met en valeur sa fonction de conseiller régional sortant. Il répètera la logique du discours d'extrême gauche : les mauvais coups contre les travailleurs, la droite et le FN ne sont pas la solution, la gauche s'est déconsidérée (c'est le seul élément qui diffère de la logique communiste), seule l'union LCR-LO peut sauver la situation.

Il s'agit d'être 100% à gauche avec des propositions qu'on retrouvait sur d'autres listes comme la liste de l'AMP ou même la liste PS-PRG-PCF. Le terme d'extrême gauche signifie que c'est la même chose que la gauche mais en plus fort. Par exemple : les séances d'assemblées plénières sont publiques donc pour avoir plus il faut demander que les séances de la commission permanente soient publiques. Or qui va aux Assemblées plénières ? Personne. Donc qui pourrait suivre une commission permanente ? Beaucoup de propositions sont très utiles et même très belles mais visiblement les électeurs ne sont pas convaincus qu'elles puissent devenir réalisables.



### CPNT

Régionalement la liste est dirigée par une femme, une instit, maire d'un petit village : Trouley-Labarthe.

Le slogan est le suivant : « Oser la différence ».

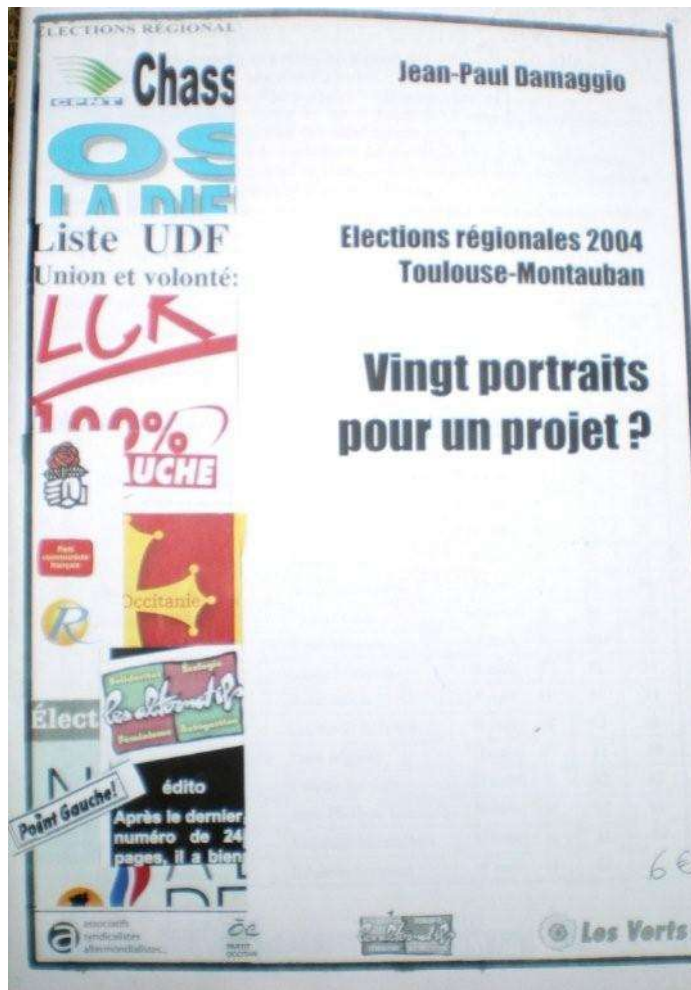
Pour le Tarn-et-Garonne la liste s'inscrit dans la continuité des régionales depuis 1992 même si René Bacou quitte la tête de liste pour la troisième place.

En ne passant globalement la barre des 5% la liste subit un échec important qui correspond cependant à celui de 1998. En Tarn-et-Garonne les résultats ont été un petit mieux : 6,57%. Et au sein du département les meilleurs scores sont sur les cantons de Bourg de Visa (14,1%) et Lauzerte (13,7%) avec des résultats très bas sur Montauban : 2,46%, 2,89%, 3,85% suivant les cantons.

En 1992 le discours sur la ruralité était passé aussi bien en ville qu'à la campagne mais il semble évident que l'opération Chasse-Pêche-Nature-Tradition se replie vers les campagnes.

Comme pour les autres petites listes, l'épreuve du second tour n'est pas de nature à gonfler le vote pour un regroupement dont l'électeur sait par avance qu'il n'aura pas d'élus puisqu'il n'envisage de négociation claire ni avec la droite ni avec la gauche. Pas surprenant si à l'approche des élections de 2010, une tentative d'union avec la droite prend forme.

## Un travail sur les élections de 2004



### Conclusion

**Voici juste avant les élections de 2010 les Conseiller régionaux sortants du Tarn-et-Garonne ce qui peut aider à comprendre la suite.**

Au moment de l'élection *La Dépêche* en sa page 4 du Lundi 29 mars contredit sa page 20, témoignage d'un débat interne au PS quant au nom des élus. En effet, la gauche a quatre élus, le PRG Jacques Bousquet, maire de Valence d'Agen et la fonctionnaire territoriale Dominique Salomon, le PCF, Hugues Bauchy directeur d'imprimerie, mais pour le PS il y a seulement Sylvette Brian qui, si elle démissionnait aussitôt, aurait pu laisser sa place au secrétaire fédéral du PS, Christian Manric (inscrit comme élu page 4). Madame Brian restera à son poste d'où la disparition de la liste des élus de Ch. Manric page 20. Sauf que depuis, comme nous le savons, Sylvette Brian est subitement décédée donc Christian Manric a accédé au poste de conseiller régional comme membre de la commission permanente, un poste stratégique.

La droite se retrouve avec Jean-Pierre Cave chirurgien, et le centre avec Valérie Rabassa mais là aussi un changement : depuis 2004, Valérie Rabassa noté économiste en chef à la DGCCRF est passée à l'UMP laissant Michel Valdigué et son groupe UDF à 5 personnes.

Le FN a cette fois comme élu sortant Philippe Riey déclaré ingénieur.



## Que peut-il se passer en 2010 ?

Pour l'ambiance Tarn-et-Garonne, notons que le 4 septembre Martin Malvy est au Lycée Michelet de Montauban. Le lendemain *La Dépêche* nous propose un compte-rendu avec photo à l'appui, une merveille dans le genre.

Juste derrière Martin Malvy nous découvrons la députée PRG... Sylvia Pinel de la circonscription de Castelsarrasin. Comme nous sommes à Montauban, nous aurions pu penser à la présence de la députée-maire Brigitte Barèges mais voilà, elle conduit la liste de droite contre Malvy, alors que Sylvia Pinel sera la tête de liste de la gauche sur le Tarn-et-Garonne. Rien n'est officiel, c'est vrai, mais une telle photo en dit plus que les décisions. D'autant que ce n'est pas fini.

Toute la force du PRG est rassemblée autour de Martin Malvy : le sénateur Yvon Collin fait son retour après une longue absence sur le journal, Dominique Salomon est là aussi, vice-présidente du Conseil Régional, et enfin au premier plan Guy-Michel Empociello représente J-M Baylet.

Et le PS ? On devine la présence des deux conseillers généraux PS, Roland Garrigues et Claude Mouchard mais l'article ne fera nullement référence à leur existence alors qu'il évoquera largement le conseiller régional PCF, Hugues Bauchy.

En TetG la guerre entre la direction du PS et le PRG vient de reprendre. Le nouveau et jeune secrétaire fédéral (Ghislain Descazeaux) a été brillamment élu aux dernières cantonales sur Montauban, dans un canton généralement réservé au PRG (où le candidat de ce parti était soutenu au premier tour, à titre personnel, par deux anciens adjoints PCF de Montauban), puis brillamment élu, dans la foulée, à la direction de son parti. Il a envoyé une lettre aux militants que l'on trouve sur internet (le 22 juillet) où il annonce par avance qu'il n'est pas question de se plier aux volontés du PRG :

« Nous devons impérativement réagir et continuer sur la dynamique de renouvellement que vous nous avez demandé d'impulser. C'est pourquoi, à l'approche des élections régionales, je réaffirme tout d'abord et avec force ma volonté de donner une place prépondérante aux militants dans le processus de désignation des candidats aux prochaines échéances électorales. Ensuite, fort de la représentativité électorale du PS en TetG, et dans une esprit constructif d'homogénéité régionale, nous devons exiger une présence ni vassale, ni hégémonique sur la liste départementale. » Il avait auparavant rappelé sur les Européennes : « Le PRG par la voix de son président a fait le choix de ne pas voter socialiste » ; « *La Dépêche du Midi* n'a pas couvert notre campagne ».

Il est arrivé à un jeune militant du PS d'être brillamment élu secrétaire fédéral juste avant les Régionales de 1998, pour finalement se faire exclure de ce parti quelques semaines après...

*La Dépêche* a un mérite : si on lit entre les lignes nous sommes informés par avance de discussions qui trop souvent restent dans les couloirs.

A cette même date, les stratégies des autres partis sont presque toutes en place et peuvent se traduire par des noms.

**Le premier s'appelle Louis Aliot** qui pour le FN représente la nouvelle génération, le bras droit de Marine Le Pen en tant que secrétaire général de ce parti. En 2009 il a beaucoup perdu (il n'a pas eu droit au poste de député européen et il a perdu celui de conseiller municipal de Perpignan aux dernières partielles) en conséquence les Régionales de 2010 constituent son ultime chance avant une marginalisation annoncée qui ne serait pas forcément une marginalisation de ses idées. Passera-t-il la barre des 10% des inscrits pour se maintenir au second tour ? La réponse des électeurs aura des conséquences très importantes sur le point suivant.

**La deuxième en piste** va mettre, pour la droite, le Tarn-et-Garonne à l'honneur, département où Brigitte Barèges aurait dû perdre toutes les élections qu'elle a gagné. Tout a commencé par les municipales de 2001 à Montauban où elle a été tête de liste par défaut (les ténors de la droite ne souhaitant pas subir une nouvelle défaite). Elle a alors gagné dans une triangulaire en réussissant à récupérer l'essentiel du vote FN, exploit rare car cet électorat le démontre chaque fois qu'il le peut,

il vote pareil au premier et au deuxième tour même si ça doit faire gagner la gauche<sup>7</sup> ! Sur un autre point, en 2004 M. Raffarin souriait de délices quand il vit arriver contre lui une certaine Ségolène Royal car une femme... tout de même ! On connaît la suite ! La qualité de la maire de Montauban consiste à défendre ses idées en prenant toujours une longueur d'avance sur ses adversaires. Elle a depuis plusieurs semaines son site internet, elle a déjà obtenu l'appui d'un socialiste de poids, elle a déjà indiqué que si elle était élue elle abandonnerait son poste de maire (dans de tels cas les élus de gauche font durer le suspense) et elle sait que pour gagner, il lui faudra d'abord gagner au premier tour (une évidence que perdit de vue Jospin en 2002). Le point crucial tournera autour de l'engagement de Dominique Baudis qui n'est sans doute pas redevenu député européen pour les beaux yeux de Strasbourg. Alors qu'à Montauban le Modem avait soutenu activement la gauche au second tour, Baudis pourra-t-il rétablir le pont avec le centre ? Il est clair qu'il a des comptes à régler avec Jean-Michel Baylet (affaire Alègre) ce qui nous conduit au troisième cas de figure.

**Martin Malvy** a annoncé début juillet qu'il repartait pour un troisième mandat. Aussitôt Jean-Michel Baylet a applaudi des deux mains car il voyait très mal Philippe Martin à ce poste comme le PS en débattait. Il est évident que Malvy, vu son âge, n'a pas pris cette décision tout seul. Il a forcément consulté le PRG et le PCF ses deux alliés actuels du premier tour de 2004, qui ont dû lui donner quelques garanties. Ce point étant acquis, il sait qu'il va devoir jouer serré pour constituer les listes. Au PS la guerre interne va s'aiguiser : le maire PS de Rodez n'hésite pas à s'annoncer en successeur de Malvy et crée du trouble en Aveyron. Pour le Tarn-et-Garonne Jean-Michel Baylet prend les devants en demandant les deux premières places pour son département : Sylvia Pinel sera tête de liste (elle n'a que le mandat de député et c'est fragile pour une carrière politique) et le sortant Jacques Bousquet, maire de Valence d'Agen, serait deuxième. Le forcing du PRG est connu aussi dans le Gers et ailleurs. Le PS du Tarn-et-Garonne s'étonne qu'un dirigeant de parti ayant appelé au vote blanc aux Européennes viennent deux mois après demander toute la place aux Régionales<sup>8</sup>. Dans cette embrouille, que peut faire le PCF ? La fiébrilité ambiante vient de l'élément suivant.

**Gérard Onesta**, député européen dès 1989 et jusqu'en 2009, candidat à la mairie de Toulouse avec le PS dès le premier tour mais laissant finalement sa place, est donné comme le tête de liste de Région-Ecologie, une liste avec laquelle il faudra faire accord au second tour, et donc PRG et PCF savent qu'ils devront laisser leurs maigres postes, tout autant que le PS<sup>9</sup>. Les combats de Gérard Onesta en faveur du TCE sont connus et ses positions en font un compagnon de route idéal du PS si celui-ci se décide à mettre du vert dans son moteur. Certains pronostiquent même Gérard Onesta président de la région ! Ils oublient que la division qui secoue la gauche ne peut que s'accroître au fur et à mesure que la liste écolo marquera des points, et que cette division lui sera fatale au second tour. Une division en lien avec le cas suivant.

**Comme toujours**, les derniers à se mettre en piste sont ceux qui devraient être prêts les premiers, vu la faiblesse de leurs moyens. Un accord NPA-PG fut signé fin juin 2009 pour une liste alliant « la gauche de gauche » avec l'expression d'une différence : au second tour le NPA est pour une alliance technique avec le PS tandis que le PG prononce une alliance démocratique. Dans le cadre de son repositionnement écologiste au cours de son congrès de décembre, le PG va-t-il pouvoir peser ? L'alliance des Européennes avec le PCF évitait l'écueil des rapports avec le PS. Dans le nouveau contexte, le PCF ne dit rien et le temps passe pour l'organisation de ce courant.

**Puis-je boucler la boucle** avec le cas de la liste MoDem de Michel Valdiguié ? Comme TOUS les partis politiques d'aujourd'hui le MoDem est traversé de courants contradictoires or c'est son électorat qui au second tour peut faire pencher la balance si par cas le FN fait moins de 10%. Le vieux rêve de Cohn-Bendit (une alliance PS-Verts-MoDem) qui permettrait aux Verts d'éviter le

<sup>7</sup> Aux Régionales de 2004 il passa de 11,7 à 12,2 et en Tarn-et-Garonne, ses meilleurs résultats de la région de 17,1 à 17,8.

<sup>8</sup> Une lettre aux militants du tout nouveau et jeune secrétaire fédéral, en date du 24 juillet, n'est pas tendre pour le PRG.

<sup>9</sup> Les Européennes ont montré deux phénomènes : l'émergence de courants solides (le FN) et l'envolée de courants éphémères (Pasqua faisant mieux que Sarkozy). Nous verrons dans quel cas se classe Europe-Ecologie : l'embellie verte de 1989 ou les effondrements qui ont suivi avec les élections à deux tours ?

face à face avec la permanente tentation hégémonique du PS, est-il réalisable ? Si le PS va vers le MoDem, il perd parfois son alliance avec le PCF, s'il reste avec les principes « Gauche Plurielle », il s'enfoncé.

Les Elections régionales deviennent donc un moment crucial de la recomposition politique. Les partis d'abord, les électeurs ensuite, sont face à des choix importants dans un univers où, électoralement la crise... profite jusqu'à présent à la droite, non que celle-ci emporte la conviction mais par défaut d'alternative consistante, une alternative dont est dure à émerger.

### **Documents Tarn-et-Garonne**

#### **Candidats régionales 1986**

##### **Front national :**

Didier Naudin, Louis Duplan, Christian Dufief, Christiane Dyanka-Sabatié, Gabriel Cruso, Fernand Andrieu, artisan retraité ; Pierre Brunet, agriculteur

##### **RPR-UDF**

Jacques Roset, conseiller général de Lafrançaise, Marcel Pecou, conseiller municipal de Montauban, José Conquet, ancien conseiller général, Jean-Jacques Recizac professeur, Soni Hottin exploitant agricole, Albert Heyberger, conseiller municipal Beaumont, Gérard Gasquet, conseiller municipal de Grisolles.

##### **PS-MRG**

Jean Cambon, conseiller général, J-M Baylet secrétaire d'état aux Relations extérieures, président du conseil général, Michelle Cavallé, gestionnaire sociale, Raymond Massip conseiller général, Henri de Marsac conseiller général, Antoine Molina, maire de Castelsarrasin, Maurice Cayrou ophtalmologiste, Montauban.

##### **PS dissident**

Jean-Paul Nunzi, conseiller général maire de Moissac, Hervé Sabatié maire de Lafrançaise conseiller général, Jacques Santoul conseiller régional, conseiller municipal de Montauban, Annick Sarraut employée Auvillar, Raymond Berthier conseiller municipal Montuban, Maurice Bonnal conseiller municipal Castelsarrasin, Max Andreis agriculteur.

##### **PCF**

Joëlle Greder institutrice conseillère municipale de Montauban, Michel Metais SNCF, maire-adjoint de Castelsarrasin, Hervé Delpech ouvrier chauffeur, Denis Marrou, préposé PTT, Michel Bosc agriculteur, Monique Luis surveillante hôpital de Montauban, Jean-Jacques Viguié SNCF conseiller municipal de Caussade.



## Candidats régionales 1992

### (manque liste FN)

#### Liste majorité régionale :

Jean-Pierre Cave chirurgien

Jean Jacques Recizac conseiller régional prof d'anglais

Bernard Grimal président de la chambre d'agriculture

Pierre Vidal adjoint à la mairie de Verdun

Claude-Anna Vaingnedroye avocate

Claude Brioudes président du syndicat d'expéditeurs de TetG

Joël Carcenac de St Marie, conseiller municipal St Loup, président de la viticulture départementale

Jacques Roset, vice-président de la Région

#### Liste d'union de l'opposition nationale :

Jean Bonhomme RPR conseiller général de Caussade

José Conquet UDF conseiller régional

Robert Lagrèze RPR maire de Montech chef d'entreprise

Alain Gabach, UDF maire de Lamothe-Capdeville

Maryvonne Delzoncle RPR infirmière

Arnaud Delvové UDF Moissac avocat

J-Louis Chavoillon RPR agent bancaire

Hervé de Redon, UDF, cadre agricole, Monclar

#### Liste Agir pour le Tarn et Garonne :

Marcel Pécou conseiller municipal et régional, Montauban

Faustin Llido médecin Beaumont

Danielle Bessac pharmacienne St Sardos

Gilbert Manzi directeur lycée professionnel Montauban

Jena Jacques agriculteur mairde adjoint de Montech

Pierre Poma arboriculteur conseiller municipal Montauban

Camille Polastron cadre retraité Moissac

Michel Bonfils maire-adjoint Nègrepelisse

#### Liste PS-PRG

Jean-Paul Nunzi

Paul Couronne

Jean-Claude Héral

Jacques Santoul

Jean-Philippe Bésiers

Jacques Granié

Monique Marrou

Jean-Michel Baylet

#### Liste du PCF

Joëlle Greder, conseillère municipale Montauban

Michel Bonnet, dessinateur industriel

Denis Marrou employé PTT

Monique Biron, agricultrice

Rodolphe Portolès instituteur

Michel Duffieux, agent EDF

Francette Gagneraux responsable association

Maurice Guiche, agent EDF

### **Liste Gauche 92**

Jean-Paul Damaggio, 40 ans, instituteur, Montauban  
André Cerciati, 47 ans, cadre commercial, Montauban  
Marino Rigoni, 57 ans, PEGC, Grisolles  
Jean-Louis Curbélié, 43 ans, professeur, Lacourt St Pierre  
André Faure, 45 ans, employé SNCF, Bressols  
Yves Vidailiac, 39 ans, instituteur spécialisé, Caylus  
Louis Zocca, 50 ans, adjoint cadre-hospitalier, Lacourt  
Michel Déjean, 50 ans, cheminot, Montauban

### **Liste écologiste**

Pierre Ravaille,  
Yves Trepagny,  
Véronique Danis

### **Liste Génération écologie**

Marc Malmoux, photographe  
Bernadette Bellio, professeur Moissac  
Alain Mattens, kinésithérapeute  
Sylvie Sainz-Ruiz, directrice d'école  
François Glorieux, artisan d'art  
Alfred Raynal maître de conférence  
Christian Labatte, agronome  
Maryline Mandin, infirmière

### **Liste CPNT :**

René Bacou, maire adjoint de Lauzerte  
Jean Bonnevie, président agréée de pêche et de pisciculture de Saint-Porquier  
Jean-Claude Buzenac, syndicalistes agricole  
Pierre Terrieux maire adjoint de Goudourville  
Pierre Caussat, président d'association  
Francis Cazelles, responsable du ball-trap de Montbeton  
Christian Oustrières secrétaire national de l'association française pour l'avenir du chien courant  
Claude Crivellaro, trésorier de l'association des piégeurs de Tarn-et-Garonne.

### **Candidats régionales 1998**

### **Liste FN**

Claude Michel, aux cantonales sur Moissac 2  
Bernard Vincent, aux cantonales sur Montauban 1  
Gérard Légier, aux cantonales sur Caussade  
Liliane Garcia, aux cantonales sur Grisolles  
André Roques, aux cantonales sur Castelsarrasin  
Lucie Cimmino, aux cantonales sur Saint-Antonin  
Jean-Pierre Clauzel, aux cantonales sur Monclar  
Laurence Bédé, aux cantonales sur Lafrançaise

### **RPR-UDF**

Jean-Pierre Cave, vice-président Conseil régional  
Jean Jacques Recizac, conseiller régional  
Jacques Briat ancien député, pharmacien  
Robert Lagrèze conseiller régional maire de Montech  
Josette Vernhes présidente d'un groupement fruits et légumes  
Cyril Bontempi commercial  
Patricia Zucchi documentaliste

Marcel Pécou, conseiller municipal de Montauban, ancien conseiller régional.

### **Autre droite :**

#### **Liste d'union et d'action pour la ruralité**

Bernard Grimal, 64 ans, agriculteur à Caussade, président de la Chambre d'Agriculture

Marie-Thérèse Rosa, 47 ans, secrétaire de direction, conseillère municipale Labastide St Pierre

André Couderc, 67 ans, retraité agricole, maire de Touffailles

Gabrielle Fayolle, agricultrice, association Emmaus Bary d'Islemade

Bernard Seratore, 46 ans, agriculteur à St Sardos

Gérard Garric, 47 ans, agriculteur à Nègrepelisse

René Dalbin, 50 ans, agriculteur à Gensac

Laurent Ardourel, 39 ans, agriculteur, éleveur à Ginals

### **PS-PRG-PCF**

Jacques Bousquet, Valence d'Agen, PRG

Michel Marty, Montauban, PS

Hugues Bauchy, Lafrançaise, PCF

Monique Marrou, Bourret, PS

Jeanine Mulpas, Cayriech, PRG

Elisabeth Honnons, Labastide St Pierre

Pierre Astoul, Montbeton, PRG

Bruno Boutrolle, Moissac, PS

### **PS dissident :**

Jean-Claude Héral, conseiller régional

Gérard Lavéron, médecin Meauzac

Maurice Correcher, fonctionnaire Nègrepelisse

Annick Sarraut employée France Télécom maire Adjoint Auvillar

Max Andreis agriculteur Lavit

Brigitte Lefèvre demandeur d'emploi Maubec

Nicolas Belle étudiant

Jean-Pascal Dolques, Castelsarrasin.

### **Ecologie et Alternative**

Eric Chailloux professeur

Josette Aliès institutrice

Geneviève Delfau retraité fonction publique

Claude Cavallé agriculteur, adjoint au maire de Caussade

Sandrine Novarino responsable commercial Castéra Bouzet

Alain Jean, chef d'entreprise, conseiller municipal Moissac

Françoise Planchard secrétaire Saint-Antonin

Pierre Ravailhe professeur, conseiller régional 92 à 95.

### **Lutte ouvrière**

Jean-Claude Espinosa ouvrier aéronautique

Marie Hélène Bonnet manipulatrice en radiologie

Christine Morlans technicienne de laboratoire

Daniel Junca préparateur métallurgie

Patricia Koullé aide-soignante

Stéphane Casanovas magasinier

Jacques Lempert enseignant

Michel Van Hau enseignant.

### **CNPT**

René Bacou, né en 1941, retraité, adjoint au maire de Lauzerte

Jean-Yves Jouglar, né en 1954, professeur vétérinaire  
Louis Loigerot, né en 1942, retraité, président de l'AAPPME  
Thierry Cabanes, né en 1961, agriculteur St Cirq  
Pierre Caussat, né en 1934, artisan Lavilledieu  
Claude Crivellaro, né en 1956, professeur des écoles, Lavaurette  
Christian Mercadier, né en 1947, conseiller commercial, Nègrepelisse  
Pierre Terrieux, né en 1937, chef d'entreprise, Goudourville.

### **Candidats régionaux 2004**

#### **FN : Tête de liste général Louis Aliot**

Philippe Riey, ingénieur  
Marie-Thérèse Bergé, directrice commerciale  
Claude Michel, directeur commercial  
Marie-Claude Dulac, vendeuse  
André Simesuc, transport  
Eliane Hinsinger, agricultrice  
Gérard Hubière, retraité militaire  
Dominique Ségala, agent hospitalier  
Yvon Puthod, retraité BTP  
Gisèle Rezkallah, papetière

#### **UMP : Texte de liste général Jacques Godfrain**

Jean-Pierre Cave, Conseiller régional ;  
Maryse de Santi, conseillère générale ;  
Jacques Briat député, conseiller municipal de Valence  
Josette Vernhes conseillère régionale adjointe au maire de Montech  
Jean Jacques Recizac, conseiller régional  
Michèle Lavigne, assistante vétérinaire  
Gérard Gasquet, salarié agricole  
Jacqueline Gérona, Technicien agricole  
Guillaume Mourgues, technicien agricole  
Claudine Matala, conseillère municipale de Moissac.

#### **CNPT : Tête de liste générale Christiane Autigeon**

Michel Benech, retraité géomètre  
Christine Le Moinier, assistante marketing  
René Bacou, retraité, adjoint au maire de Lauzerte  
Viviane Danson, infirmière  
Jean-Yves Jouglar, professeur vétérinaire  
Marie-Pierre Lacavalerie, secrétaire administrative  
Claude Crivellaro, professeur des écoles  
Marie-Thérèse Desprez, commerçante  
Jean-Marc Portal, animalier  
Noëlle Guitard, aide ménagère.

#### **UDF : Tête de liste général : Michel Valdiguié**

Valérie Rabassa  
Serge Ferreboeuf, directeur de la Chambre d'agriculture  
Yvonne Delbosc adjointe au maire de Castelsarrasin  
Michel Cassagnol, avocat, Moissac  
Elisabeth Fasan, maire de Piquecos  
Philippe Baranger, conducteur receveur, Montauban  
Françoise-Marie Deuilhe, adjointe au maire de Beaumont  
Yves Rossignol, conseiller municipal de Saint Antonin

Isabelle Vigouroux, commerçante, Montauban  
Pierre-Jacques Castaing, retraité, Montauban.

### **PS-PRG-PCF : Tête de liste général Martin Malvy**

Bousquet Jacques  
Brian Sylvette  
Bauchy Hugues  
Salomon Dominique  
Manric Christian  
Rodriguez Dominique  
Roger Denis  
Frot Yvette  
Giavarini Jean-Claude  
When-Noby Gabrielle.

### **Alternative en Midi-Pyrénées : Tête de liste général Jean-Pierre Bataille**

Alain Jean, consultant maire adjoint de Moissac Verts  
Marie-Claude Bouyssi, enseignante, altermondialiste  
Alain Moles, agriculteur syndicaliste  
Annie Bonfont, psychologue du travail Verts  
Jean-Marc Panfili, cadre santé sympathisant communiste  
Claire Regny, enseignante, altermondialiste  
Jean-Michel Anselmi, enseignant, altermondialiste  
Dominique Parcellier docteur en pharmacie, Verts  
Georges Labouysse, professeur honoraire, Partit Occitan  
Jocelyne Segarra-Lacombe, secrétaire bibliothécaire, syndicaliste.

### **LCR-LO : Tête de liste général Lucien Sanchez**

Jean-Claude Espinosa, 51 ans, agent technique  
Laurence Carrara, 49 ans, secrétaire au chômage  
Christian Marty, 43 ans, employé SNCF  
Marie-Hélène Bonnet, 53 ans, manipulatrice radiologie  
Patrick Puech, 49 ans, agent EDF  
Corinne Leboucher, 40 ans, enseignante  
Henry Sochard, 43 ans, ajusteur aéronautique  
Yolande Lahaine, 57 ans, agent de production  
Robert Romanin, 53 ans, employé de commerce  
Maryse Alayrac, 45 ans, formatrice

### **Témoignage personnel sur un lendemain d'élection**

(extrait d'un livre paru en juin 1992 :  
*Récits de politique sentimentale*)

En ce jeudi 9 avril 1992, je me retrouve à Toulouse. Encore Politique et Sentiment. C'est un ami qui, la veille, m'a téléphoné pour m'annoncer que Salle du Sénéchal, un débat allait avoir lieu avec Anicet Le Pors (membre contestataire du Comité Central du PCF). J'inclue ce témoignage dans ce livre car l'aventure vécue ce soir-là dit bien le carrefour où nous nous trouvons. J'avais appris à connaître de l'homme, le Grand Etatiste (celui qui est un grand commis de l'Etat), puis le Grand Courageux face à Georges Marchais (grand courageux par ses positions personnelles) et ce soir-là j'ai eu droit au Grand Stratège (celui qui parle à demi-mot). Jamais je ne l'avais vu directement à l'oeuvre et je dois avouer que je n'ai pas été convaincu.

En ce jeudi 9 Avril, je me retrouve donc à Toulouse pour allier l'utile à l'agréable. Je suis allé acheter trois compact-discs à la FNAC (mon premier achat dans ce magasin) : Astor Piazzola, Paolo Conte et les Chants du Peuple d'Italie. Puis le plus agréable : attendre l'heure à la terrasse d'un café avec un petit livre, et commander un sandwich. J'ai lu "Conversations entre Primo Levi et

Ferdinando Camon ". Tout en avalant du saucisson avec du pain et un Coca-Cola comme boisson (tant pis pour les puristes) j'ai lu, le coeur serré, de la politique et ... du sentiment.

Je suis allé écouter le rossignol sur la petite place derrière le Capitole, en lisant la presse pour mieux connaître les résultats des élections italiennes et l'état de la cassure dans le syndicat qu'est la F.E.N.

En revenant vers la salle, j'ai suivi un temps Anicet Le Pors qui parlait du dernier gouvernement avec ses amis socialistes. J'ai vérifié ensuite que ses amis communistes faisaient les derniers réglages dans la salle. Sympathique répartition des taches.

A l'entrée, j'ai retrouvé les habitués de la contestation communiste. Dans la salle les socialistes ne feront pas nombre. Pourquoi ai-je vécu ce débat comme celui d'un carrefour de l'histoire ? Parce que j'ai aimé ce ton courageux, cette voix émouvante et pourtant trop distante et en même temps j'ai mesuré que son discours était peine perdue. Un peu comme le sympathique novice s'attelant au record du monde du saut à la perche à en devenir ridicule. Non qu'Anicet Le Pors ait mis la barre très haut ou qu'il soit novice en politique. Il a bien dit, comme je le pense depuis longtemps, que le mot "capitaliste" n'est pas adéquat pour qualifier notre société et qu'en fait c'est un beau cadeau que l'on fait aux défaits du capitalisme. Pourquoi offrir au capitalisme les acquis du mouvement ouvrier ? Pour Le Pors, la barre est fixée par les élections et il ne veut pas comprendre que, quoi qu'on fasse pour le renouveau de la gauche, sauf exception, tout commencera par des scores médiocres.

Il est novice en combat politique à ciel ouvert. Venant d'un ex-grand parti, il veut jouer comme les grands avant d'affronter les drames des petits. En conséquence, et tant pis si cette phrase est prétentieuse, le combat politique et syndical, qu'avec des amis, nous menons en Tarn et Garonne depuis 1986, nous permet d'avoir une longueur d'avance sur l'avenir quand d'autres barbotent encore dans le passé.

Ce n'est pas être à l'avant-garde (en politique, je ne crois pas à cette notion ) c'est avoir accumulé une expérience originale qui servira à d'autres. Si ce livre pouvait y contribuer ...

Dans le débat, reprenant l'idée de Le Pors comme quoi il faut se battre pour un monde nouveau à partir de l'actuel, j'ai posé ma question sur le quota des femmes. Pendant que je parlais un camarade s'est chargé de préciser aux personnes de la tribune que j'avais été candidat aux régionales, aussi la première réponse fut nulle : "On n'était pas pour présenter des listes aux régionales donc on n'a rien à dire sur le sujet." Bel organisme de réflexion que Refondations ! Un autre essaya de rattraper le coup en disant que le groupe avait réfléchi à la limitation du nombre de mandats mais pas à la question des femmes. Tiens donc ! Et le troisième qui me connaissait très bien fit remarquer l'absence de femmes à la tribune (dans tout le débat une seule femme prendra la parole). Anicet Le Pors n'eut rien à ajouter (le mot quota fait peur, aussi rappelons qu'autrefois, pour devenir instit, il y avait au concours 50% des postes pour les hommes et je vous laisse devenir qui avait les autres). Plus tard dans le débat, peut-être pour montrer qu'il avait bien entendu ma question, il fit remarquer qu'il faudrait peut-être des quotas pour représenter les sensibilités dans Refondations.

J'avais annoncé que ma question susciterait des malentendus et celui-ci fut le plus triste. Non, les idées ne peuvent se mettre en quota. Par contre ... je l'ai entendu parler du "genre humain" et j'ai sursauté comme maintenant je sursauterai chaque fois car la réalité, Anicet, c'est qu'il n'a jamais existé le genre humain ! Ce sont DEUX genres qu'il faut prendre en compte en sachant que l'exploitation de l'homme par l'homme commença par l'exploitation de la femme par l'homme. Je me souviens du jour de 1980 où j'ai fini par admettre qu'en 1848 il fallait dire "suffrage universel masculin" et je me souviendrai qu'il me fallait voir plus loin, voir au niveau du genre pour me rappeler qu'en tant qu'homme, je ne suis qu'une part du monde. Anicet en est encore au temps des banalités (comme j'adore les lieux communs et que les siens sont beaux je ne me plains pas). Il lui reste, il nous reste avec lui, à animer l'idéal figé qui nous a écrasé.



## **Sur le mode de scrutin de 2004** **Article de *La Dépêche* 20 janvier 2003**

Jean-Paul Damaggio (Gauche 92) communique :

Je lis sur « La Dépêche » (10 janvier) un article clair présentant les nouveaux modes de scrutin proposés pour les régionales et européennes de 2004. Je souhaite attirer l'attention des lecteurs sur le fait que cette question technique (et qui peut donc apparaître secondaire) est en fait une mesure politique capitale. animateur de Gauche 92, notre groupe est né à partir des élections régionales de 1992, les deuxièmes du genre, après celles de 1986 instaurées par la gauche sur une base proportionnelle intégrale à un tour. Cette année là, dans notre département, les Verts et les Chasseurs gagnèrent un élu régional chacun.

Très attentif à la question régionale, je fus scandalisé par le mode de scrutin que la Gauche plurielle a fait voter en 1999, qui, comme le dit si bien votre article est dérivé des élections municipales. Avec des listes élaborées à l'échelle régionale et une élection à deux tours, l'élimination des petites listes devenait évidente (je rappelle qu'en 1998, la LCR a eu deux élus en Haute-Garonne).

Aujourd'hui, la droite veut le modifier sur ses marges comme elle le demanda dans le débat de 1999, à savoir sur le seuil nécessaire pour se maintenir ou pour fusionner. Le but du projet de 1999 était de marginaliser le FN mais, sous ce prétexte, la Gauche plurielle ajouta une pièce à ce que j'appelle « la privatisation de la politique ».. Désormais, le mode de scrutin proposé pour les élections européennes le confirme, la politique appartient à l'UMP et au PS.

C'est leur chasse gardée et bien gardée ! Aux autres formations, il ne reste que deux solutions: s'aligner sur ces machines construites pour forger des présidentiables ou se marginaliser électoralement. Or, cette stratégie intervient à un moment où nous savons, qu'ensemble, elles ne représentent pas plus de 40 % de l'électorat qui s'exprime (les abstentionnistes et le vote blanc toujours en hausse les laissent froid !). Qu'en est-il, alors, des partis politiques comme outils de formation des citoyens, lieux d'élaboration d'alternatives, foyers d'apprentissage de l'action quotidienne ?

Ensuite, qui s'étonnera que la faiblesse du personnel politique laisse libre-cours aux technocrates ? Le moment électoral, de simple aspect de la vie politique, en devient la clef de voûte, pour le financement, la structuration du paysage et l'enjeu des divers engagements. Les instruments qui se mettent en place pour éliminer toute nouveauté politique vont aggraver la montée des violences les plus diverses par le découragement de tout combat citoyen qu'elles engendrent. Le discours du FN est malheureusement légitimé par cette démarche et je crains qu'en 2004, l'UMP et le PS ne nous invitent à manifester pour empêcher l'élection de Jean-Marie Le Pen à la tête de la région PACA. Les pyromanes se feront pompiers. Il sera trop tard et peut-être est-il même déjà trop tard ? Je sens le cramé autour de moi et pourtant, je suis de la famille des optimistes.

20 janvier 2003

### **Six ans après ?**

La loi qui a inclus la parité fait qu'en 2004 il y a eu autant de femmes que d'hommes au Conseil régional.

Pour les régionales, le système a été mis entre les mains d'alliances autour de l'UMP ou du PS.

Par contre pour les Européennes, en 2009 l'échec du PS a permis à Europe Ecologie de s'imposer.

Donc le cri d'alarme était seulement à moitié juste ou à moitié faux.

N'en doutons pas, d'autres modes de scrutin viendront revoir la copie. De toute façon l'élection phare est devenue l'élection présidentielle donc les autres sont moins cruciales.